

Coalition Stop AXA à Clermont-Ferrand

Douze militant-e-s AFPS, Attac, BDSF, CGT, LDH, Solidaires du 63, renforcés par un militant UJFP et une militante BDS en tournée, se sont rassemblés le 13 avril 2019 devant une agence AXA du centre ville de Clermont-Ferrand, avec deux grandes banderoles, des drapeaux, un tract pour la Coalition « Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid » de 19 pays, [cosigné par les 6 organisations](#), et des cartes postales à envoyer au président d'AXA France. Ils ont demandé à AXA de mettre fin à ses investissements dans les banques israéliennes complices de la colonisation des territoires palestiniens, et dans la firme Elbit Systems qui fournit l'armée israélienne pour ses opérations meurtrières à Gaza. Et proposé aux citoyens de participer à une action internationale sur twitter, le 17 avril 2019.



L'action s'est terminée en déployant nos banderoles et distribuant nos tracts (1.100 au total) devant l'entrée du centre commercial voisin. L'accueil a été bon de la part de nombreuses personnes, qui souvent découvraient l'investissement d'AXA dans l'apartheid israélien, nous ont parfois encouragé et ont signé 37 cartes postales que nous enverrons au Président d'AXA France.

GAZA et BDS au marché

d'Aubière (63)



Treize militants de l'AFPS 63 et BDSF 63 se sont retrouvés le 31 mars au grand marché d'Aubière (63) pour informer la population sur la colonisation de la Palestine, le blocus de GAZA et les massacres qui continuent depuis le début de la grande marche du retour il y a un an, la journée de la Terre, l'apartheid, l'épuration ethnique, le droit au retour des réfugiés. Habillés de noir et portant des visuels et une banderole réclamant « **Stop au blocus de Gaza** », « **Halte aux massacres** », « **Boycott d'Israël** », les militants alignés et silencieux ont fait de longues pauses bien visibles en 4 lieux du marché, et distribué 750 [tracts GAZA-BDS](#). L'accueil des passants a été le plus souvent très bon, parfois indifférent, et ce fut aussi l'occasion de discuter avec nos camarades de la municipalité d'Aubière ou de syndicats locaux, et de prendre de nouveaux contacts.



Au premier anniversaire de la Grande Marche du Retour, le Comité national du BDS réitère son appel pour un

embargo militaire contre Israël

Comité national palestinien du BDS (BNC) / Palestine

30 mars 2019 – Les Palestiniens dans la bande de Gaza célèbrent la Journée de la Terre et le premier anniversaire de la Grande Marche du Retour de Gaza en protestant contre le siège cruel israélien et en exigeant leurs droits. Ces manifestants non armés sont confrontés aux tirs des tireurs embusqués israéliens qui, à ce jour, ont tué 195 manifestants, et en ont blessé 29 000. La Commission d'enquête des Nations-Unies a fait le constat que les attaques israéliennes contre les manifestants « *peuvent constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité* ».

Aujourd'hui, la société civile palestinienne renouvelle son appel pour un embargo militaire contre Israël et amplifier les campagnes BDS pour mettre fin à l'impunité d'Israël et le tenir responsable de ses crimes.

Sabreen Al Najjar, auxiliaire médicale de Gaza :

« Ma fille, Razan Al Najjar, auxiliaire médicale, a été abattue par un tireur embusqué israélien alors qu'elle avait revêtu son uniforme blanc et qu'elle tentait de porter secours à des blessés qui manifestaient pour leurs droits. Durant la courte vie de Razan, elle a été contrainte de rester dans une bande de terre qui est une prison, densément peuplée, enfermée par les blocus et les murs israéliens. Elle a été le témoin de trois agressions militaires israéliennes qui ont blessé et tué des milliers de Palestiniens innocents. Pour elle et pour nous tous, les Palestiniens, la Grande Marche du Retour est notre cri pour la justice.

En nous rassemblant pacifiquement, chaque fin de semaine, pour des droits et libertés qui sont sans aucune hésitation librement reconnus à d'autres, c'est une obligation pour la

communauté internationale que d'agir et de cesser de fournir à Israël les armes qu'il a utilisées pour tuer Razan, et tant d'autres comme elle. Je m'adresse aux organisations et aux États pour qu'ils mettent en pratique notre appel palestinien pour un embargo militaire contre Israël, afin que nous puissions vivre dans la liberté et la paix. »

Abulrahman Abunahel, organisateur communautaire et coordinateur du Comité national palestinien du BDS (BNC), basé à Gaza :

« Depuis plus de sept décennies, les Palestiniens luttent pour rentrer dans leurs foyers dont ils ont été déracinés lors de la Nakba en 1948. Israël nous prive de notre droit au retour. Au premier anniversaire de la Grande Marche du Retour qui se poursuit à Gaza, nous réitérons l'appel au boycott, au désinvestissement et à des sanctions pour les droits des Palestiniens. Il est grand temps d'isoler totalement et de poursuivre en justice le régime israélien de colonialisme de peuplement, d'occupation et d'apartheid. L'effusion de sang, à Gaza et ailleurs en Palestine, doit être arrêtée. »

Najwan Berekdar, défenseur des droits humains, de Nazareth :

« En tant que citoyens palestiniens d'Israël, nous nous joignons à la Grande Marche du Retour pour exiger le respect du droit, reconnu par les Nations-Unies, au retour de tous les réfugiés palestiniens. Comme la plupart des Palestiniens de Gaza, beaucoup d'entre nous, Palestiniens de 48, avons été contraints de quitter nos foyers durant la Nakba de 1948, et nous n'avons jamais été autorisés à y retourner. Nous avons vécu sous une loi martiale jusqu'en 1966, et nous souffrons encore aujourd'hui sous les lois de l'apartheid israélien. La Journée de la Terre, que tous les Palestiniens célèbrent aujourd'hui, commémore ce jour de 1976 où les forces israéliennes ont tué six Palestiniens lors de manifestations de masse pacifiques en Galilée contre la confiscation par Israël de leur terre ancestrale. Israël doit être tenu

responsable de ses crimes. »

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Source : [BDS Movement](#)

Traduction : JPP pour BDS France

CLERMONT-FD VEUT DU SOLEIL POUR GAZA !



Environ 400 personnes sont venues au cinéma le RIO de Clermont-Ferrand, écouter François Ruffin autour de son film « J'veux du soleil » (qui saisit sur le vif une partie du mouvement des gilets jaunes, fin 2018), et près de 320 ont pu assister à une des deux projections. Six militant-e-s AFPS 63 et BDSF 63 ont distribué 300 [tracts sur Gaza et BDS](#), ainsi que le flyer du festival Palestine en Vue, avec un très bon accueil. Et 44 personnes ont accepté de poser devant une banderole « Stop au blocus de Gaza, Boycott d'Israël », pour notre [album photo sur Gaza](#).



Soirée de mobilisation contre Elbit Systems le 21/02/19 à Bruxelles: intervention sur l'expérience de BDS France

Soirée de mobilisation contre Elbit Systems le 21 février 2019 à Bruxelles

Intervention sur l'expérience de BDS France

Pour introduire mon exposé je veux d'abord rappeler que l'État français a une longue histoire de son soutien à la politique militaire israélienne.

Il y eu le soutien avec la Grande Bretagne à l'intervention militaire israélienne en 1956 contre la nationalisation du Canal de Suez sous le président égyptien Nasser et il y a eu aussi une aide directe à la mise au point de la bombe atomique. Plus récemment, les présidents Sarkozy, Hollande et aujourd'hui Macron n'ont pas ménagé pas leur soutien à la politique israélienne. Il y a eu sous Hollande un exercice d'entraînement commun en Corse des armées de l'air israélienne et française et l'an dernier, donc sous Macron, il y a eu à Toulon un exercice des marines française et israélienne. Le commerce d'armes avec Israël est actif lui aussi, mais c'est un domaine plus opaque, sur lequel il est plus difficile d'avoir des informations sûres.

Face à ce contexte et à cette Histoire, il y a aussi en France une longue histoire des militants anticolonialistes et de la solidarité avec le peuple palestinien.

Cette solidarité s'incarne aujourd'hui en particulier dans le mouvement BDS, qui continue son développement malgré les tentatives d'intimidations visant à le museler.

L'une de nos campagnes prioritaires est l'embargo sur le commerce d'armes avec Israël.

Et dans cette campagne nous sommes souvent intervenus contre Elbit Systems

Je vais vous présenter ces interventions puis vous dire quelles leçons nous pouvons en tirer.

Nous avons déployé les interventions contre Elbit dans 4 directions : 1. dans le cadre des appels d'offres du ministère de la défense pour le renouvellement de son matériel militaire, matériel directement offensif ou de surveillance, 2. dans le cadre de notre campagne globale pour l'embargo sur le commerce d'armes avec Israël, 3. dans le cadre d'actions dans des salons de l'armement et 4. dans le cadre de la campagne contre la complicité de la société AXA avec les violations du droit international par Israël.

1. Nous sommes intervenus 2 fois dans le cadre d'appels d'offres du ministère de la défense qui pouvaient être remportés par Elbit et les 2 fois nous avons gagné

La première fois c'était contre l'achat du drone de combat Watchkeeper, basé sur la technologie d'Elbit et qui devait être réalisé par le groupe Thales.

Une pétition au Ministre de la Défense lancée en 2015 et ayant

recueilli plus de 8000 signatures et des milliers de cartes postales adressées au Président de la République ont contribué à sensibiliser l'opinion publique.

Nous avons précisé que le drone Watchkeeper est issu du drone Hermès 450, qui est une des armes privilégiées qu'utilise l'armée israélienne pour commettre des crimes de guerre, voire des crimes contre l'Humanité, contre la population palestinienne en général et celle de la bande de Gaza en particulier, comme en attestent les plus hautes instances internationales ainsi que les ONG spécialisées.

Par ailleurs, comme le revendiquent pleinement les acteurs principaux du complexe militaro-industriel israélien, dont Elbit, la population palestinienne sert de cobaye pour tester leurs armes. Nous avons souligné que les États, dont la France au regard de ses engagements européens et internationaux, ont pour obligation de garantir qu'Israël, comme tout autre État, se conforme au droit international et que si l'achat du drone Watchkeeper se confirmait, le gouvernement porterait la responsabilité de rendre les contribuables français complices du manquement de la France à ses obligations mais aussi d'un soutien de fait à une industrie militaire israélienne au service d'une politique coloniale, meurtrière et illégale.

Dans notre communiqué après que le Watchkeeper ait été écarté, au début 2016, nous avons précisé :

« La campagne BDS France prend acte du choix de l'armée française, qui n'a pas choisi le Watchkeeper et qui, après un appel d'offre a finalement confié à Sagem (groupe Safran) la fabrication de drones Patroller.

Si le choix de Sagem ne vaut pas une totale indépendance vis à vis d'Israël, l'abandon du drone Thales-Elbit est une réussite de la campagne BDS.

Pour autant, on ne peut se réjouir du choix de telles armes qui pourrait ouvrir la voie aux drones armés dans l'armée

française et alors que ceux-ci contribuent à tuer ou faire tuer des populations civiles, comme le fait l'armée israélienne à Gaza.

En développant cette campagne, BDS France s'est engagé dans l'action pour l'embargo militaire vis à vis d'Israël, et a participé à isoler « Elbit System. »

Nous avons été confrontés en 2016 à un second appel d'offres. Cette fois il s'agissait pour le ministère de la défense de renouveler son parc de drones dits « de reconnaissance », qui sont

utilisés pour aider notamment à guider les tirs meurtriers des avions de chasse. Elbit a alors subi une seconde défaite, son offre de drones Skylark 1LE pour un montant de 100 millions d'euros ayant été écartée.

Nous nous étions activement mobilisés, à travers entre autres, l'envoi de milliers de cartes postales au Président de la République, de pétitions à l'attention du ministère de la défense et de deux journées d'actions nationales, les 24 septembre et 10 décembre 2016. Ces journées ont mobilisé des dizaines de villes et des centaines de militants, et ont été renforcées par un tweetstorm visant le ministre de la défense.

Le ministère de la Défense a finalement annoncé au début 2017 un autre choix, la raison invoquée étant que le gouvernement français souhaitait pour des raisons d'indépendance nationale développer une filière française pour ce type de drones et d'aider pour cela l'entreprise Thales.

2. Un second axe de mobilisation est la campagne globale pour l'embargo sur le commerce d'armes avec Israël

Nous sommes souvent intervenus dans des initiatives portant de manière plus générale sur l'embargo sur le commerce d'armes

avec Israël ou contre les politiques militaristes ou sécuritaires dans le monde et nous avons alors souvent évoqué le cas d'Elbit.

Ainsi lors d'une réunion publique à Paris le 29 avril 2015 avec une militante de Stop The Wall, coordinatrice des relations internationales pour la Campagne palestinienne et membre du secrétariat du BNC, qui est la direction palestinienne du BDS.

Ainsi suite aux massacres à Gaza ou dans le cadre de la campagne #StopArmingIsrael.

Nous avons organisé des journées de mobilisation consacrées à l'embargo et nous sommes souvent sollicités par diverses associations pour intervenir sur la dangerosité de la politique israélienne ou pour tenir des tables de presse.

Nous avons animés des conférences débats sur l'embargo, par exemple à Fête annuelle du journal l'Humanité, en y invitant Patrice Bouveret, directeur de l'observatoire des armements.

Nous sommes aussi intervenus plusieurs fois dans des débats après la projection du film The Lab de Yotam Feldman, qui porte sur l'industrie militaire israélienne.

Nous dénonçons les programmes de recherche qui dans le cadre de l'Union Européenne profitent à Elbit, en particulier le programme horizon 2020, ainsi que les liens d'établissements d'enseignement supérieur en France (telle l'École Polytechnique) avec le Technion, Institut de technologie d'Israël qui collabore avec le complexe militaro-industriel dont Elbit.

Par ailleurs depuis plusieurs années nous participons aux Marches annuelles pour la Paix, organisées en France notamment par le Mouvement de la Paix, et nous y évoquons également la mobilisation contre Elbit.

Assez récemment nous avons décidé d'inviter les parlementaires, du moins celles et ceux qui sont invitables, à demander, tel que l'ont fait d'importantes ONG, l'embargo sur le commerce d'armes avec Israël.

Je voulais signaler toutes ces initiatives disparates parce qu'elles contribuent à amplifier la mobilisation contre Elbit.

3. Un troisième axe de mobilisation est dans le cadre de salons de l'armement

Il a en France 4 salons internationaux de l'armement ou la défense et au moins 2 salons régionaux.

Les salons internationaux se tiennent chacun tous les 2 ans en région parisienne : le salon de la défense Eurosatory, Milipol qui est le salon mondial de la sécurité intérieur des États, le salon de l'aéronautique du Bourget, et Euronaval, consacré à la sécurité navale et maritime.

Elbit expose dans ces 4 salons.

Nous sommes intervenus 5 fois dans ces salons : une fois dans et deux fois devant le salon Eurosatory, et 2 fois devant le stand d'Elbit au salon du Bourget.

En 2014 des camarades de BDS France et du collectif Stop Armes ont fait irruption et ont manifesté devant le stand d'Israël à Eurosatory ; les services de sécurité les ont expulsés vivement mais il est resté une petite vidéo qui a beaucoup circulé. En 2016 et 2018 nous sommes intervenus devant l'entrée du salon avec banderoles et autres visuels et avec d'autres associations : le Mouvement de la Paix, l'Association France Palestine Solidarité, l'Union Juive Française pour la Paix, des associations féministes, Les Désobéissants ... Ces rassemblements ont été tolérés et nous ont permis d'interpeller ou de huer des exposants, et en 2018 il y a eu

des mises en scènes : fanfare militante, die in, etc.

Au salon du Bourget nous sommes intervenus en 2015 et 2017 devant le stand d'Elbit. Nous sommes entrés en simples visiteurs, nous avions rendez-vous à une heure précise près du stand, et au signal d'une ou d'un camarade nous avons enfilé rapidement nos T-Shirts BDS et nous nous sommes assis en cercle devant le stand alors que des camarades déployaient des banderoles et prenaient la parole. Puis nous sommes repartis en manif encadrée par la police qui nous a reconduit jusqu'à l'entrée pour contrôle d'identité.

Les 2 salons régionaux sont des salons de l'aérospatial dans la région de Toulouse. A l'un des deux, le salon Aeromart à Toulouse les militants ont obtenu en 2012 suite à leur mobilisation que les entreprises israéliennes Elbit Systems et Israel Aerospace Industries ne soient pas invitées.

Nos interventions dans ou devant les salons ne rallient certes sur place qu'un public restreint, mais elles ont un impact médiatique par les vidéos, les photos, les tweets et les reportages qu'elles génèrent, et elles affichent notre détermination à ne pas tolérer l'étalage cynique des produits de l'industrie militaire israélienne.

4. Un 4ème axe de mobilisation est notre campagne en direction du groupe AXA

Nous exigeons qu'AXA, qui est une société d'assurance et un groupe bancaire, se conforme aux principes directeurs du Pacte Mondial des Nations Unis auquel il a adhéré et donc cesse d'être complice des violations du droit international par Israël.

Cette campagne a commencé en 2016 et s'est progressivement intensifiée. Outre le fait d'être actionnaire de 5 banques israéliennes participant à des financements permettant le

maintien et le développement de la colonisation, AXA participe, ainsi que sa filiale Allianz Bernstein, au capital d'Elbit. Comme cette participation au capital d'Elbit est financièrement assez faible, nous avons pris en considération que cela ne ruinerait donc pas AXA et sa filiale d'y mettre fin.

Notre campagne a traversé diverses phases et la politique que nous avons mise en œuvre concernant la participation au capital d'Elbit est la suivante.

Nous avons constamment expliqué à tous niveaux les responsabilités d'Elbit : fourniture d'armes testées contre le peuple palestinien, de drones de combat, d'armes interdites par les conventions internationales, notamment le phosphore blanc et des armes à sous-munitions qui ont servi à des offensives meurtrières contre des populations civiles, implication dans les massacres à Gaza, fourniture de l'équipement électronique du mur d'apartheid déclaré illégal par la Cour internationale de Justice en 2004 ...

Nous avons eu de multiples correspondances avec la direction d'AXA, qui soit a nié sa participation directe au capital d'Elbit, minimisé la participation de sa filiale et prétendu que les pratiques d'Elbit ne dérogent pas au droit international, soit ne nous a pas répondu, soit a refusé de nous recevoir.

Nous avons animé 2 importantes journées nationales d'action, en février et décembre 2018, mobilisant des comités BDS dans de nombreuses villes avec des banderoles ou des pancartes s'en prenant à l'image de marque d'AXA en affichant des slogans tels que : AXA n'assure pas l'apartheid israélien, AXA doit mettre fin à sa complicité, AXA tire profit de l'oppression du peuple palestinien, AXA = assistance à l'apartheid israélien ...

Nous avons développé une campagne de cartes postales/pétitions adressées à la direction d'AXA et effectué un tweetstorm lors

de la journée des investisseurs d'AXA à Londres le 28 novembre dernier, de nombreux tweets mettant en avant qu'AXA, qui est censé assurer la vie des gens, finance aussi la mort par les armes, les destructions, les crimes de guerre ...

Nous sommes intervenus avec d'autres associations devant l'assemblée générale annuelle des actionnaires en avril à Paris en 2017, 2018 et bientôt le 24 avril et avons attiré l'attention des actionnaires sur le fait que des sociétés telles que Veolia, Orange et des fonds de pension ont fini par retirer leurs investissements illégaux.

Nous avons ouvert la campagne à d'autres associations qui l'ont intégré, notamment le mouvement international SumOfUs, qui a lancé une pétition qui a recueilli plus que 140 000 signatures !

Notre prochaine échéance sera le 17 avril une journée internationale de mobilisation contre AXA. Ce sera en semaine mais ce jour est la journée internationale de solidarité avec les prisonniers palestiniens.

Je vous invite à participer à cette journée de mobilisation, en particulier devant des agences d'AXA.

En conclusion

Pour conclure je souhaite souligner certains points.

Il serait possible de cibler toutes les entreprises d'armement israéliennes, mais si nous voulons être efficaces il faut privilégier une cible.

De ce point de vue Elbit est une cible bien choisie parce que sa contribution aux violations du droit international et des droits humains universels est clairement identifiée, par les images des drones tueurs, des massacres perpétrés par ces drones, des armes interdites produites par Elbit, de

l'équipement électronique des checkpoints, par la taille de l'entreprise et par ses importantes relations commerciales.

La présence d'Elbit dans divers domaines permet des victoires partielles et l'accumulation des victoires partielles est une bonne chose.

Un bilan de nos interventions est qu'il ne faut pas hésiter à intervenir à chaque fois que possible ; même si certaines interventions paraissent limitées elles contribuent à mieux faire connaître Elbit à un public large.

Il est important aussi d'élargir nos campagnes à diverses associations qui interviennent sur des thèmes avec lesquels la campagne anti Elbit entre en résonance : ainsi l'éthique d'entreprise, la non-violence, l'antimilitarisme, le respect du droit international, etc.

Il est clair aussi que pour affaiblir Elbit il faut lui faire perdre des marchés ou des financeurs, ce qui nécessite parfois d'étudier des situations complexes vue la complexité de certains montages capitalistes et financiers.

Au-delà de toutes ces considérations, les victoires contre le régime d'apartheid israélien sont liées à divers facteurs dont l'évolution de la situation internationale, qui est en partie imprévisible. Mais le peuple palestinien continue de résister à la situation tragique qu'il subit, et la Campagne internationale BDS continuent et continuera de se développer malgré les tentatives d'intimidations.

Nous avons la possibilité de remporter des victoires. C'est un devoir moral et politique de développer ou d'imaginer les politiques qui nous permettront de remporter ces victoires !

Jean-Guy Greilsamer, membre de l'équipe d'animation de BDS France

**La semaine internationale
contre l'apartheid israélien
aura bien lieu malgré les
pressions des officines
sionistes.**



BDS censuré à l'Université Paul Valéry !

Depuis plusieurs années la campagne BDS France Montpellier prend part à la semaine anti-apartheid (IAW) – mouvement de solidarité internationale universitaire - dont le thème cette 15ème année est «Cesser d'armer l'Etat d'apartheid Israélien ». Ainsi, nous avons pris contact avec le syndicat étudiant, puis avec le service de la vie étudiante afin d'obtenir des salles pour organiser les événements suivants :

- Conférence de Mme Rania Madi, juriste palestinienne, conseillère juridique aux Nations Unies
- Projection du film "The Lab vendeurs de guerres" sur l'industrie militaire israélienne
- Projection du documentaire "Résilience" - réalisé par deux militants BDS de Montpellier suite à une mission cueillette d'olive en octobre 2018.

Voici ce qui nous a été répondu :

"Bonjour,

L'Université Paul Valéry a toujours été un lieu ouvert aux débats et aux discussions. C'est ainsi que votre exposition photo et les manifestations que vous avez proposées l'an dernier sur le même thème ont pu se tenir à la salle Jean Moulin. Cependant, comme vous le savez, le contexte national lié à ces problématiques est en ce moment particulièrement tendu et le risque de ne pas pouvoir assurer la sécurité d'un tel événement est trop important pour que nous puissions l'autoriser.

J'espère que cette situation ne va pas perdurer et que votre projection pourra avoir lieu dans un climat plus serein."

Nous sommes victimes de la censure si souvent appliquée lorsqu'il s'agit de la Palestine. Suite à cette réponse, afin de déjouer l'argument de "l'antisémitisme" tant de fois brandi comme un argument diffamatoire à l'encontre du mouvement BDS afin de le décrédibiliser, nous avons envoyé un 2ème courrier joignant une lettre de la représentante de l'UJFP Hérault, membre de la campagne BDS Montpellier appuyant notre demande de salle, prouvant de fait que notre mouvement n'est en aucun point judéophobe. Celui-ci est resté sans réponse à ce jour. La censure appliquée par l'Université Paul Valéry est inacceptable et très grave à l'heure où les massacres et l'oppression s'accroissent chaque jour en Palestine. **L'argument de la sécurité renforce cet amalgame entre anti-sémitisme et antisionisme qui mène à confondre un délit et une opinion permettant un raccourci de la pensée source de toute les confusions nuisibles au vivre ensemble en paix.**

Il est important de maintenir la tenue de tels événements afin de permettre aux universitaires d'être instruits sur la question palestinienne et la réalité de la situation ; c'est pourquoi nous maintiendrons les rendez-vous et affirmons notre résistance à la censure :

- **Conférence 'Cesser d'armer le colonialisme israélien' Mme Madi Riana**, juriste palestinienne ancienne représentante du BADIL (centre de ressource pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés)

Vendredi 22 mars 17h30, devant l'entrée de l'Université Paul Valéry

- **Projection du film documentaire 'The Lab vendeurs de guerre'** L'industrie militaire israélienne, son rôle, son fonctionnement, son économie et comment la population palestinienne sert de laboratoire à la puissance coloniale

Lundi 18 mars 19h, La Carmagnole 10, rue Haguenot

La Campagne BDS France Montpellier.



UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY : UNE TRADITION EXEMPLAIRE DE SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE DEPUIS PLUS DE 16 ANS

En mars 2002 lors de « l'opération rempart », nom israélien donné à l'invasion, occupation de toutes les villes palestiniennes mises sous couvre feu (interdiction de sortir dans la rue) et bien sûr fermeture des écoles et des universités pendant plusieurs mois, le conseil d'administration de l'UPV a fait acte de courage et voté une motion de soutien aux universités palestiniennes victimes de la répression israélienne. Avec la motion de Jussieu à Paris ce sont les deux seules motions de soutien votées en France qui ont évidemment été très attaquées par les sionistes et les pro- israéliens.



19 février 2003, 1200 personnes sont massées dans l' Amphi A

. C'est là que Michèle Weil-Bergougnoux, la courageuse présidente de Paul Valéry annonça qu'une délégation conduite par elle se rendrait en Palestine

– En 2003 dans la suite de cette solidarité exprimée, la CCIPPP (Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien) et l'APF (Association des Palestiniens en France) ont organisé dans l'amphi A un meeting de 1200 personnes en présence de Leila Shahid, José Bové (expulsé de Palestine par Israël), Tony Brauman, ATTAC, l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix)... Au cours de ce meeting, Mme Michèle Weil, présidente de l'université a annoncé l'envoi, courant 2003, d'une délégation de l'UPV, conduite par elle même, pour aller à la rencontre des enseignants, étudiants et tous les personnels des universités palestiniennes afin de leur apporter notre soutien.

Cette mission à eu lieu et elle a permis la relance de la convention passée avec l'université de Birzeit (Ramallah) un temps animée par notre très cher ami et regretté le Pr. Larry Portis.



Le président de l'université de Birzeit (Ramallah) remet la plaque d'honneur de l'université de Birzeit à la présidente de l'université Paul Valéry.

Voir la vidéo de la mission en Palestine de mai 2003.

Depuis, de nombreuses conférences, actions et expositions ont eu lieu en soutien à la cause Palestinienne avec le soutien des syndicats SNESUP en particulier, SUD Education et Solidaires Etudiant. Nous avons également tenu, des stands « Palestine » dans l'université ou devant le RU Vert Bois.

**NE LAISSONS PAS LA PRÉSIDENTENCE
TRAHIR PLUS DE 16 ANS DE SOLIDARITÉ**

AVEC LA PALESTINE

Systematiquement les quelques enseignants pro-israéliens aux ordres du CRIF tentent d'empêcher l'expression de BDS France Montpellier sur le campus aidés en cela par les divers gouvernements qui tous, se sont pliés aux exigences du lobby pro-israélien français. Ainsi Valérie Pécresse en personne est intervenue pour empêcher une conférence sur le boycott universitaire. Mais la direction universitaire d'alors avait permis que la conférence se tienne un autre jour sous un autre intitulé (mais avec le même contenu). L'ambassadrice d'Israël en personne, s'ingérant dans les affaires internes de l'université s'est autorisée à envoyer un courrier à la présidence pour tenter d'interdire la tenue de la semaine internationale en 2017. UEJF (Union des Étudiants juifs de France) avait exercé des pressions sur l'université et sur le cinéma Diagonal contre la projection d'un documentaire sur la Palestine.

Bref, ceux qui soutiennent l'apartheid israélien, le Mur, la colonisation, le blocus illégal de Gaza, les innombrables violations du droit et des droits humains par Israël, les mêmes qui depuis 2015 mènent campagne contre la présence du stand BDS France Montpellier place de la comédie, tentent par tous les moyens de masquer les crimes israéliens .

Jusqu'ici y compris en 2018, malgré les pressions, l'actuel président de l'université avait refusé de se plier aux exigences du lobby pro-israélien.

Le 28 février, la commission d'enquête indépendante des Nations Unies sur les manifestations de la Grande Marche du retour à Gaza déclarait :

« La Commission a des motifs raisonnables de croire que pendant la Grande Marche du retour, les soldats israéliens ont commis des violations des droits humains internationaux et de la loi humanitaire. **Certaines de ces violations pourraient**

constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, et Israël doit immédiatement ouvrir une enquête sur elles », a déclaré le président de la commission, Santiago Canton, d'Argentine. »

Quelque jours à peine après la publication de cette enquête la présidence de l'université Paul Valéry refusait d'accorder les salles pour que se tienne la semaine internationale contre l'apartheid israélien sur le thème « Cessez d'armer l'apartheid ! » au prétexte fallacieux :

(...) le contexte national lié à ces problématiques est en ce moment particulièrement tendu et le risque de ne pas pouvoir assurer la sécurité d'un tel événement est trop important pour que nous puissions l'autoriser.(...)

En se rangeant aux côtés du lobby israélien la présidence trahit les valeurs de liberté, justice et égalité qui ont animé plus de 20 ans de solidarité avec la Palestine dans cette université.

Comme du temps de l'apartheid en Afrique du Sud, ne laissons pas les partisans de l'apartheid israélien imposer leur vision raciste du monde dans l'université et ailleurs !

Elbit Systems : profil d'entreprise

par [CorporateWatch1](#) / 06 février 2019

Elbit Systems, basé à Haïfa, est la plus grande entreprise privée d'armement et de « sécurité » d'Israël. Écrit pour

soutenir le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions, ce profil d'entreprise étudie en détail comment les armes d'Elbit sont utilisées en Palestine et dans le monde, ses actionnaires et ses dirigeants, ainsi que la résistance à ses activités.

Contenu

Expansion récente ; Palestine ; Golan syrien ; Liban, Syrie, Irak et Iran ; extension des « zones de conflit » ; Royaume-Uni ; la frontière États-Unis/Mexique ; Géorgie ; Turquie ; Inde ; Philippines ; Espagne ; Suisse ; Brésil ; Union européenne ; liens avec les universités israéliennes ; vue d'ensemble et finances de l'entreprise ; employés ; filiales ; adresses ; propriétaires ; produits ; fabrication ; transporteurs ; drones ; principaux partenaires d'affaires ; salons de l'armement ; résistance ; appel à l'intensification des actions ; fondements de la technologie des drones

✘ Expansion récente

Elbit croît rapidement. Elle a absorbé des dizaines d'entreprises depuis 2000 et emploie maintenant plus de 12 700 personnes, tout en contrôlant un réseau mondial considérable, de plus de 80 filiales et compagnies associées [i](#).

Elbit fournit jusqu'à 85% de l'équipement terrestre de l'armée israélienne [ii](#) et environ 85% de ses drones [iii](#), mais c'est aussi une entreprise d'envergure internationale – 80% de son marché se trouve hors d'Israël [iv](#). La compagnie a des contrats militaires avec des gouvernements aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Elle fabrique la plupart de ses équipements en Israël, aux États-Unis, en Europe et au Brésil.

Elbit a été active dans l'acquisition d'entreprises concurrentes depuis huit ans, achetant les compagnies

d'armement israéliennes NICE Systems, Tadiran, Elisra et Soltam Systems [v](#). En août 2018, l'organisme régulateur israélien a [approuvé](#) l'achat par Elbit de l'entreprise publique IMI Systems pour 520 millions USD (458 millions €) [vii](#). IMI est le [seul fournisseur](#) de munitions de petit calibre de l'armée israélienne. Elle emploie plus de 3 000 [ix](#) personnes et a vendu pour 330 millions USD (290 millions €) d'armes à l'armée israélienne en 2016. Elbit a vendu de l'équipement pour une valeur de 610 millions USD (537 millions €) pendant la même année. Le rachat de IMI, qui a maintenant été finalisé, va considérablement augmenter la taille d'Elbit et en faire l'un des plus gros fournisseurs d'armes de l'armée israélienne, avec une part du marché de toutes les armes qu'on estime à 30% [x](#).

Elbit a également [ouvert un bureau à Berlin](#) en 2018 [xi](#) et acheté la compagnie états-unienne [Universal Avionics System](#), qui a trois sites aux États-Unis et [un bureau en Suisse](#). Le PDG d'Elbit, Bezhalel Machlis, a affirmé que l'entreprise était intéressée à s'étendre encore. Il a [déclaré à Reuters](#) : « Nos marchés cible sont les États-Unis, l'Europe, l'Australie... Nous continuons à chercher de nouvelles acquisitions [xii](#) ».

La compagnie finance cette expansion globale massive en empruntant plus auprès de banques et sur les marchés financiers, espérant peut-être que l'État israélien la renflouera si les choses tournent mal [xiii](#).

Appel à l'action de la société civile palestinienne

Le Comité national palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), le comité constitué de représentants de plus de 150 organisations de la société civile qui a publié [l'appel](#) de BDS, considère Elbit comme une cible clé et appelle à organiser des manifestations et des campagnes de

désinvestissement à l'encontre de la compagnie. La [déclaration](#) suivante apparaît sur leur site internet :

« Israël ne parvient à agir avec une telle impunité que parce que des gouvernements et des entreprises du monde entier coopèrent avec son armée et ses entreprises militaires. La société civile palestinienne a appelé à un embargo militaire global et immédiat contre Israël. Les campagnes de BDS commencent à avoir un impact sur les entreprises militaires israéliennes telles qu'Elbit Systems [xiv](#). »

Elbit et les guerres de drones d'Israël

Environ 85% des drones utilisés par l'armée israélienne sont fabriqués par Elbit [xv](#). Les drones armés d'Elbit sont utilisés par l'armée israélienne pour la surveillance au quotidien et les attaques sur Gaza [xvi](#). De fait, Elbit commercialise ses équipements avec l'argument qu'ils ont été testés au combat sur la population de Gaza. Par exemple, le site internet d'Elbit fait la [promotion](#) du drone Hermes 450 en vantant le fait qu'il a fait ses preuves en situations effectives de combat et qu'il est « la plateforme principale des forces armées israéliennes pour leurs opérations de contre-terrorisme [xvii](#) ».

L'armée israélienne ne reconnaît pas encore ouvertement son utilisation de drones armés pour mener des frappes contre Gaza [xviii](#). Cependant, cette utilisation de drones par Israël pour perpétrer des assassinats est bien documentée par des groupes locaux [xix](#), des ONG et des messages révélés par Wikileaks. Des drones sont également utilisés pour la surveillance, la reconnaissance et la définition des cibles qui seront attaquées par des avions pilotés [xx](#), [xxi](#).

En 2016, *The Intercept* a révélé que depuis 2008 les agences de renseignement du Royaume-Uni et des États-Unis avaient

consulté les enregistrements vidéo des drones israéliens, y compris des drones Hermes d'Elbit. Les enregistrements semblaient montrer que certains drones portaient des missiles [xxii](#). On possède maintenant la preuve solide que tant les drones Hermes 450 que les Hermes 900 ont été déployés et armés par les militaires israéliens [xxiii](#).

L'utilisation de la technologie du drone a changé la nature de la guerre moderne, en permettant à des gouvernements de lancer des attaques sans avoir à envoyer des forces sur le terrain ou à déclarer la guerre. Des drones fournis par Elbit et d'autres entreprises ont ainsi été utilisés par l'armée israélienne pour perpétrer des assassinats au Soudan et en Égypte alors qu'Israël n'était pas officiellement « en guerre » contre ces pays. Ils ont été utilisés pour espionner des personnes en Irak, en Iran et au Liban (voir ci-dessous).

Utilisation de l'équipement d'Elbit à Gaza

Les drones Hermes d'Elbit sont l'un des deux modèles aéronautiques sans pilote qui ont été utilisés pour attaquer la population à Gaza pendant l'opération israélienne Plomb durci de 2009, qui a tué plus de 1 400 Palestiniens. [Selon Human Rights Watch \(HRW\)](#) :

« L'Hermes peut survoler jusqu'à 24 heures d'affilée, à des altitudes allant jusqu'à 18 000 pieds, et il a un arsenal de senseurs optiques, à infra-rouge et laser qui permettent à l'opérateur d'identifier et suivre des cibles, ainsi que de guider des munitions en vol. L'Hermes porte deux missiles Spike-MR (de moyenne portée) [xxiv](#). »

HRW rapporte que le drone Hermes est équipé d'un système de caméras qui permettent au pilote du drone de voir si une personne est armée et s'il s'agit d'un enfant ou d'un adulte. Les missiles du drone sont également équipés de caméras et peuvent être déviés jusqu'à la dernière seconde. Ceci signifie

que les pilotes des drones israéliens et leurs commandants auraient dû savoir qu'ils ciblaient des civils et pourraient être coupables de crimes de guerre perpétrés à l'aide de drones Elbit. HRW a également demandé que les enregistrements des caméras pris par les drones Hermes soient divulgués et mis au service d'une enquête pour crimes de guerre. Il est inutile de préciser que cette demande n'a pas été honorée [XXV](#).



Drone Hermes d'Elbit. Photo : Matthieu Sontag,
Licence CC-BY-SA

L'assassinat du commandant du Hamas Ahmed Jabari – qui a marqué le début de l'assaut israélien de 2012 sur Gaza, l'opération Colonne de nuée – a été perpétré par un drone Hermes 450 d'Elbit selon *Defence Today* [xxvi](#).

Le mini-UAV (« Unmanned Aerial Vehicle », véhicule aérien sans pilote) ou mini-drone 7.5 Skylark d'Elbit, opérationnel au sein de l'armée israélienne depuis 2008, a été [largement utilisé](#) en soutien aux actions militaires au sol pendant l'attaque israélienne de 2014 sur Gaza, l'opération Bordure protectrice, qui a [tué 2 202](#) Palestiniens . Les Hermes 450 et 900 ont également été [utilisés](#) tout au long de cette attaque.

À ce moment-là, le PDG d'Elbit confirmait à des médias israéliens que « tous [les produits Elbit] étaient utilisés de manière opérationnelle par l'armée israélienne lors des récents combats et ils ont fait leurs preuves [xxviii](#) ».

Pendant l'attaque israélienne de 2014 sur Gaza, quatre jeunes enfants ont été tués après qu'un drone israélien, manœuvré à distance par des soldats depuis la base aérienne de Palmachim en Israël, les ait visés alors qu'ils jouaient sur la plage. Les opérateurs du drone prétendent qu'ils auraient confondus ces quatre cousins palestiniens, tous âgés de 10 ou 11 ans,

avec des « militants du Hamas ». Un rapport de police israélien [consulté par The Intercept](#) montre que, vers 15h30, les opérateurs d'un drone israélien Hermes 450 ont filmé les garçons. Puis un commandant de l'armée de l'air a ordonné aux opérateurs d'un deuxième drone de tirer, tuant l'un des garçons. Après avoir tiré le premier missile, les opérateurs du deuxième drone ont poursuivi les autres garçons, et auraient demandé par radio s'ils avaient l'ordre d'effectuer un second tir dans une zone civile. Ils n'ont pas reçu d'ordre mais ont tiré néanmoins. Les deux tirs de missile ont tué les quatre garçons et en ont blessé quatre autres. Tous ces enfants étaient de la famille Bakr. La famille a soumis une plainte dans l'espoir d'obtenir justice [xxix](#).

Pendant l'enquête sur le meurtre des garçons Bakr, les opérateurs des drones ont prétendu qu'ils « ne pouvaient pas savoir que c'était des enfants ». Si cela est vrai, cela remet en question la qualité des images filmées par le drone d'Elbit [xxx](#).

L'utilisation de drones Elbit pour commettre des crimes de guerre signifie un plus gros volume d'affaires. Un an après que l'Hermes 900 d'Elbit ait été introduit dans le ciel de Gaza, l'armée israélienne a [ordonné un perfectionnement](#) du drone. Elbit a également reçu des commandes pour le Hermes 900 de la part de la Suisse et d'un « client latino-américain », selon le *Jerusalem Post* [xxxii](#).

Mur de l'apartheid en Cisjordanie

Elbit est l'un des principaux fournisseurs du système de barrière à détection électronique du Mur de l'apartheid en Cisjordanie [xxxiii](#). La Cour pénale internationale a jugé ce mur illégal [xxxiii](#).

Arrestations en Cisjordanie

Le drone Skylark d'Elbit a été utilisé pour de nombreuses arrestations à domicile par l'armée israélienne en Cisjordanie en 2014 [xxxiv](#).

Le rachat d'IMI par Elbit et les massacres de manifestants palestiniens

L'année dernière, les régulateurs antitrust israéliens ont approuvé le rachat par Elbit d'IMI Systems, le seul fournisseur de munitions de petit calibre de l'armée israélienne. La vente a maintenant été conclue.

Depuis mars 2018, des manifestants à Gaza ont manifesté devant le Mur de l'apartheid qui les sépare d'Israël sous la bannière de la « Grande marche du retour ». Les troupes israéliennes ouvrent régulièrement le feu contre eux à balles réelles. Au moment où nous écrivons ceci, [plus de 183 personnes ont été tuées et plus de 10 391 blessées](#) [xxxv](#) au cours de ces manifestations.

En juin 2018, [des chercheurs de Corporate Occupation ont trouvé une balle de IMI Systems](#) à la base militaire de Nahal Oz, près d'où les soldats tiraient sur les manifestants de la Marche du retour.

Étrangler Gaza avec des murs

Elbit est actuellement engagée dans un projet du ministère israélien de la Défense pour la construction d'une barrière extrêmement hi-tech autour de la Bande de Gaza, qui renforcera la barrière actuelle qui assiège les Gazaouis.

L'entreprise tente déjà d'augmenter ses bénéfices en capitalisant sur son expérience de l'intensification du siège israélien de Gaza. Selon Who Profits, Elbit insiste auprès du gouvernement israélien pour qu'il l'autorise à exporter le système de détection des tunnels qu'elle a développé pour l'armée israélienne [xxxvi](#).

Bateaux fantômes mortels

Les produits d'Elbit incluent [xxxvii](#) également des bateaux armés contrôlés à distance, capables de lancer des torpilles [xxxviii](#). Des pêcheurs palestiniens ont dit à des chercheurs de Corporate Occupation qu'ils avaient été attaqués par de tels bateaux sans pilote au large des côtes de Gaza.

Les bateaux sans pilote d'Elbit ont été [exposés xxxix](#) au salon aéronautique de Singapour en 2016 et ont été déployés lors d'exercices d'entraînement de l'OTAN en 2018 [xl](#). GRSE, une entreprise appartenant à l'État indien, est [partenaire xli](#) d'Elbit dans un projet de véhicules de surface sans pilote (Unmanned Surface Vehicles).

Golan syrien occupé par Israël

En 2010, des chercheurs de Corporate Watch ont découvert qu'Elbit possédait des sites dans la colonie de Bnei Yehuda, sur des terres prises à la Syrie par la force militaire en 1967. La colonie est illégale en droit international [xlii](#).

Attaques israéliennes au Soudan et en Égypte

En 2009, des drones Hermes 450 ont été utilisés pour attaquer un convoi au Soudan, qui transportait apparemment des armes destinées à Gaza [xliii](#).

Il y a de plus en plus de preuves que des drones Hermes israéliens ont été utilisés en soutien aux attaques de l'Égypte contre des groupes islamistes et anti-gouvernementaux dans le nord de la péninsule du Sinaï. En 2012, des drones Hermes 450 d'Elbit ont été impliqués dans un assassinat au nord du Sinaï [xliv](#). En 2013, un Hermes 450 a dysfonctionné alors qu'il volait « près de la frontière égyptienne ». Les militaires prétendent qu'il a été intentionnellement abattu du

côté israélien de la frontière [xlv](#). En 2017, une attaque par un drone israélien a tué une personne à Rafah [xlvi](#). En août 2018, des sources anonymes au sein de l'armée égyptienne ont déclaré au journal israélien *Haaretz* que des drones israéliens avaient mené une attaque qui avait fait cinq morts à Rafah, du côté égyptien de la frontière [xlvii](#). Il n'est pas sûr que ce soit l'équipement d'Elbit qui ait été utilisé dans ces deux dernières attaques, mais l'entreprise voit clairement la situation au Sinaï comme une opportunité pour accroître ses bénéfices. Elad Ahronson, cadre chez Elbit, a évoqué la péninsule du Sinaï, dans une interview dans la presse spécialisée à propos des produits Elbit, en 2015 [xlviii](#).

Liban, Syrie, Irak et Iran

Les drones Hermes 450 d'Elbit ont été largement utilisés pendant l'attaque israélienne sur le Liban en 2006.

En avril 2018, un drone armé israélien Hermes 450, fabriqué par Elbit, s'est écrasé au sud du Liban. Des témoins ont rapporté qu'un deuxième drone avait tiré un missile sur le missile écrasé au sol, le détruisant partiellement, vraisemblablement pour éviter qu'on puisse en extraire des informations. L'armée israélienne a affirmé dans une déclaration publique que le drone lui appartenait [xlix](#). Il a été rapporté que le drone Elbit était armé de quatre missiles Mikholit fabriqués en Israël.

L'armée israélienne a déployé des drones Hermes 900 près de la frontière israélo-syrienne [li](#). En 2017, un mini-drone Skylark fabriqué par Elbit a été abattu par des forces pro-Assad en Syrie, au-dessus de la ville de Quneitra [lii](#). Plus tôt dans l'année, une frappe effectuée par un drone israélien non-identifié avait tué un commandant de milice pro-Assad au sud de la Syrie [liii](#).

En 2014, on a rapporté qu'un drone Hermes israélien avait été abattu près de l'aéroport de Bagdad en Irak. L'armée israélienne a refusé de confirmer ou de réfuter cette information [liv](#).

Les drones d'Elbit sont aussi des éléments clé de l'espionnage mutuel auquel se livrent Israël et l'Iran. Un drone Hermes 450 Elbit a été abattu en 2014 en Iran, près d'une usine d'enrichissement d'uranium [lv](#). Cela a peut-être aidé l'Iran pour sa propre industrie du drone car il a développé des drones basés sur le Hermes [lvi](#).

Elbit affirme que son gros drone Hermes 900 StarLiner est bien adapté à des attaques de « cibles » éloignées telles que l'Iran et la Syrie [lvii](#).

Repousser les limites des « zones de conflit »

En 2018, Elbit a présenté une version du drone Hermes 900 qui lui permet de survoler l'espace aérien civil, au milieu des avions civils. « Certains clients voudraient utiliser le système pour récolter du renseignement », a déclaré le PDG d'Elbit, Bezhael Machlis. « Un autre exemple pourrait être son application à la sécurité intérieure, avec le survol d'une région pour assurer une surveillance des activités terroristes. » Au moment où nous écrivons ce rapport, des communiqués de presse indiquent que « Elbit espère recevoir l'approbation de ses produits par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) dans les mois à venir [lviii](#) ». Bien sûr, cela peut bien n'être que du battage médiatique à fins de relations publiques. Si c'est vrai, cependant, cela pourrait signifier que les drones développés pour le siège et les attaques de Gaza pourraient être utilisés de manière courante à l'échelle mondiale par des États désirant espionner leur propre population.

Accords et partenariats d'Elbit dans le monde

Royaume-Uni

Par le biais de la compagnie française Thales [lix](#), Elbit a loué des drones Hermes 450 aux forces armées du Royaume-Uni, qui les ont utilisés en Irak et en Afghanistan de 2007 à 2014. Ces drones auraient survolé l'Afghanistan pendant au moins 86 000 heures [lx](#).

Le Royaume-Uni a aussi utilisé des drones Hermes 450 au-dessus de l'Afghanistan et déployé son nouveau drone Watchkeeper, basé sur le Hermes 450 (voir ci-dessous). Le Canada aussi a acheté des drones Skylark d'Elbit pour les utiliser en Afghanistan [lxi](#).

En 2005, le Royaume-Uni a annoncé qu'il allait acheter de nouveaux drones basés sur le modèle du Hermes 450. De ce fait, Elbit a alors constitué le partenariat U-TacS (dont il est propriétaire à 51%) avec la compagnie française Thales, pour fournir 54 drones Watchkeeper au ministère de la Défense. Bien que le Watchkeeper apparaisse comme un drone de reconnaissance, il a été présenté portant des missiles lors de plusieurs salons de l'armement. Il n'y a cependant pas de preuve que le Royaume-Uni l'ait déployé armé.

Les moteurs des Watchkeeper sont produits par l'usine de moteurs pour UAV d'Elbit à Shenstone, dans le Staffordshire (Royaume-Uni). Des soldats britanniques sont allés se former en Israël dans le cadre du programme Watchkeeper. Les essais [ont lieu depuis](#) le ParcAberporth dans les Galles de l'Ouest, et depuis Boscombe Down dans le Wiltshire [lxii](#). Cependant, durant l'hiver 2015, le ministère de la Défense a déplacé le programme Watchkeeper à la colonie britannique d'Ascension, au milieu de l'Atlantique, invoquant un meilleur climat [lxiii](#). Éviter l'attention publique pourrait également avoir joué un rôle dans cette décision.



Manifestation contre Elbit

Un drone Watchkeeper a été déployé pour la première fois en Afghanistan en 2014. Mais ce déploiement a plus servi comme discours commercial pour U-TacS qu'il n'a présenté de réel avantage opérationnel. L'armée française, potentielle acheteuse du Watchkeeper, avait été invitée à assister au vol depuis Camp Bastion, et la promotion du drone indique depuis qu'il a fait ses preuves au combat.

Cependant, en 2016, l'armée française choisit d'acheter un drone Sagem au lieu du Watchkeeper [lxiv](#). Le fait que le programme britannique du Watchkeeper ait subi de sérieux retards et échecs a sans doute joué un rôle dans cette décision, ainsi que la campagne menée par les militants de BDS en France [lxv](#).

Le Watchkeeper est aussi un peu dépassé maintenant, du fait qu'il requiert que l'opérateur soit assez proche, comparé aux drones états-uniens Predator et Reaper.

En 2018, un Watchkeeper s'est écrasé à Ceredigion, dans les Galles de l'Ouest. C'était le cinquième drone à s'écraser, jusqu'à maintenant. La population locale est inquiète pour sa sécurité et près de 30 000 livres Sterling ont été gaspillées [lxvi](#). Le programme Watchkeeper, comme une contribution surprise d'Israël au mouvement anti-guerre au Royaume-Uni, a coûté au ministère de la Défense plus d'un milliard de livres Sterling au cours des 12 dernières années, pour seulement 146 heures d'utilisation en opérations.

En réponse à une question parlementaire en 2018, le ministère de la Défense a déclaré qu'il avait reçu 45 des 54 drones Watchkeeper commandés, ce qui signifie que neuf doivent encore être livrés, cinq ans après la date de livraison. Cinq de ces 45 drones se sont écrasés pendant les essais [lxvii](#).

Tout cela n'a pas constitué une très bonne publicité pour U-TacS et Elbit. Cependant, cela ne semble pas avoir empêché Elbit d'entreprendre de nouveaux partenariats au Royaume-Uni dans le but d'obtenir plus de contrats avec le ministère de la Défense.

Peut-être pour contrer toute cette publicité négative potentielle, ainsi que les critiques des militants de BDS, Elbit s'est adjoint les services d'une agence britannique de relations publiques et de stratégie nommée [TWC Associates](#), qui a des liens avec le Parti conservateur [lxviii](#).

Depuis 2016, Elbit gère conjointement avec la compagnie états-unienne KBR une co-entreprise nommée Affinity Training. Affinity possède une [école de formation au pilotage](#) sur la base de l'armée de l'air britannique de Cranwell dans le Lincolnshire, où elle forme les pilotes britanniques en partenariat avec le ministère de la Défense [lxix](#). Le contrat d'Affinity avec le Ministère est de 500 000 livres Sterling sur 18 ans [lxx](#).

En 2017, l'entreprise a également signé un [accord](#) avec Babcock International, une multinationale britannique, pour créer une co-entreprise qui fournira un autre programme de formation au ministère de la Défense [lxxi](#). Le plan consiste à fournir des formations externalisées aux forces armées pendant une période de quinze ans [lxxii](#).

Les contrats successifs que le ministère de la Défense réalise avec Elbit sont un soutien direct au complexe militaro-industriel israélien.

Ferranti, l'une des filiales d'Elbit au Royaume-Uni, mène une campagne de relations publiques à Oldham. Elle participe à des événements au Centre Mahdlo, où les jeunes sont encouragés à venir parler avec l'entreprise des possibilités de « carrière ». Le site internet de Ferranti se vante de leur

avoir distribué gratuitement des « balles anti-stress et des bonbons ».

États-Unis et mur de la frontière mexicaine

Elbit travaille avec le département de la Sécurité intérieure depuis 2006 [lxxiii](#). En 2014, son expérience dans la fourniture d'éléments électroniques pour les Murs de l'apartheid en Cisjordanie et à Gaza lui a permis de remporter un contrat avec les États-Unis pour développer des tours de surveillance sur la frontière entre l'Arizona et le Mexique. Le cahier des charges de ce contrat de 145 000 dollars US, attribué à la filiale d'Elbit aux États-Unis, demandait qu'on puisse « être en mesure de détecter un seul adulte, marchant, de taille moyenne, à une distance de 5 miles » [lxxiv](#).



Frontière de sécurité Elbit. Photo : www.elbitsystems.com

En 2017, l'administration Trump a attribué à Elbit un contrat de travail sur l'extension du mur de frontière avec le Mexique. Le Comité national palestinien du boycott (Palestinian Boycott National Committee, BNC) a appelé à la solidarité des mouvements de base des États-Unis et du Mexique, déclarant : « Lorsque nous Palestiniens voyons comment l'escalade de la militarisation sur la frontière Mexique/États-Unis s'oppose à la liberté de circulation des migrants, nous pensons à l'intense militarisation par Israël de la Cisjordanie occupée et à quel point celle-ci restreint également la liberté de circulation des Palestiniens » [lxxv](#).

Certaines des tours sont maintenant opérationnelles. George Kesting, de Elbit Systems of America, a déclaré : « Les agents [des douanes] sont à même de ...utiliser le système de caméras pour observer en détail ce qui se passe et ceux qui se dirigent vers eux » [lxxvi](#). L'entreprise cherche maintenant de nouvelles opportunités pour exploiter le contrôle de l'État

sur les mouvements des personnes le long de la frontière [lxxvii](#).

Depuis l'acquisition d'IMI, Elbit/IMI fournit également des systèmes d'armement pour les Bradley Fighting Vehicles (BFV, véhicules militaires blindés) états-uniens [lxxviii](#).

Géorgie

La Géorgie a utilisé à son avantage des drones Hermes 450 dans son conflit avec la Russie sur l'Ossétie du Sud. La Russie a répliqué en achetant ses propres drones israéliens, fabriqués par le concurrent d'Elbit, IAI [lxxix](#).

Turquie

Le président turc Erdogan essaye de se poser en opposant au siège de Gaza par Israël, alors même qu'il opprime les Kurdes et impose lui-même une occupation et un siège à Rojava. Bien qu'elle ait annoncé des embargos militaires de courte durée, la Turquie n'a pas répondu aux appels de la société civile palestinienne à boycotter l'armement israélien. Joseph Ackermann, d'Elbit, [fanfaronnait](#) en 2011, disant que la situation politique qui opposait les deux pays n'avait eu « aucun effet » sur Elbit [lxxx](#). Campaign Against the Arms Trade (Campagne contre le marché de l'armement) rapporte qu'Elbit a des propositions d'exportation d'armes à la Turquie depuis ses usines du Royaume-Uni chaque année entre 2010 et 2015 [lxxxii](#). Il est possible que les exportations aient été faites via le Royaume-Uni pour éviter des controverses politiques entre Israël et la Turquie, qui se sont mutuellement déclaré des embargos sporadiques depuis 2010 [lxxxii](#).

Inde

En 2018, Elbit a engagé une association d'entreprise avec la

firme indienne Adani pour monter une usine de production de drones à Hyderabad [lxxxiii](#). Adani est déjà la cible d'un [mouvement de masse](#) en Australie à cause de son projet d'ouvrir une des plus grosses mines de charbon sur des terres appartenant aux peuples des premières nations. Si elle était réalisée, cette [mine](#) contribuerait de façon significative au changement climatique global et les bateaux transportant le charbon vers l'Inde détruiraient la Grande Barrière de Corail [lxxxiv](#).

Philippines

En 2014, le gouvernement des Philippines a signé un contrat de 20 millions USD (17,6 millions €) avec Elbit pour 28 véhicules blindés améliorés à livrer en 2015. Le BNC et le parti socialiste philippin Akbayan ont fait la [déclaration](#) suivante :

« Nous exhortons le Congrès à se joindre à Akbayan, au BNC et au peuple de Palestine pour appeler le gouvernement à éliminer le contrat avec Elbit Systems. La modernisation de l'armée philippine ne doit certainement pas se faire aux dépens de la vie d'innocents Palestiniens et de la paix en Palestine et Israël. Nous proposons que l'annulation de ce contrat d'armement inacceptable soit avancée dans la discussion à venir du budget du Département de la Défense Nationale [lxxxv](#).

Espagne

En 2011, Elbit a remporté un contrat de 8,5 millions USD (7,5 millions €) pour fournir à l'armée espagnole des obus de mortier sur une période de 12 mois [lxxxvi](#).

Suisse

En 2014, Armasuisse, l'agence des marchés militaires suisse, a consenti à Elbit un marché de 280 millions USD (247 millions €) pour des drones Hermes 900. Cela, après le bombardement de

Gaza par Israël en 2012, au cours duquel plus de 2 000 personnes ont été tuées par des drones plus que par aucune autre arme. Le contrat de livraison s'étend sur 5 ans jusqu'en 2020 [lxxxvii](#). Les drones suisses avaient auparavant été fournis par IAI, le concurrent d'Elbit.

Brésil

Le Brésil a utilisé des Hermes 450 et 900 de surveillance pendant la coupe du monde de 2014. Elbit a un réseau de filiales et d'usines de production dans le pays [lxxxviii](#). Mais, grâce aux efforts de militants qui ont mené des campagnes de pression sur l'ancien gouvernement du Parti des travailleurs, Elbit a eu des difficultés à agir au Brésil (voir la section résistance plus bas). En 2015, le site israélien The Marker dédié aux affaires a écrit que des « raisons politiques » avaient conduit à un gel de fait des transactions militaires avec le Brésil – une situation particulièrement néfaste pour Elbit Systems [lxxxix](#).

Cette situation semble avoir changé depuis l'élimination en 2016 de la présidente Dilma Rousseff du Parti des Travailleurs. En 2017, la filiale brésilienne d'Elbit, Arès, a signé un nouveau contrat pour la fourniture de systèmes d'armes contrôlables à distance aux forces armées brésiliennes.

Elbit et l'Union européenne

Elbit reçoit de généreuses subventions de l'Union Européenne dans le cadre du programme de recherche Horizon 2020 [xc](#). La firme a eu l'avantage d'être incluse dans cinq projets européens dans le cadre du Septième Programme Cadre pour la recherche et le développement technologique. Les Palestiniens ont [fait appel](#) à l'UE [xci](#) pour qu'elle mette fin à tous ses contrats avec Elbit et d'autres firmes d'armement israéliennes. Selon la campagne palestinienne Stop The Wall :

« La question ce n'est pas le projet lui-même mais la contribution de l'argent des contribuables de l'UE à la solvabilité de la firme. Ces projets sont de fait une subvention à la firme pour sa production de drones, d'armes et de technologie dans la construction du Mur et des colonies [xcii](#) ».

En 2017, selon The Electronic Intifada, Elbit a reçu près de 6 millions USD (5,2 millions €) d'argent des contribuables européens au titre de [Horizon 2000 et des flux de fonds de recherche](#). Des campagnes ont mis en avant que ces subventions étaient données en dépit de l'absence de garantie par Elbit que ses armes ne sont pas utilisées avec des munitions en grappe, ce que l'UE est désormais obligée de faire dans le cadre de la [Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions](#).

Elbit et les attaques sur les migrants en Europe

En 2013-2014, Elbit a été partie prenante à l'Agence des frontières européennes et des gardes-côtes, connue sous le nom de Frontex, sur la possibilité d'utilisation de ses drones Hermes 900 pour la surveillance des migrants [xcv](#). Frontex semble néanmoins favoriser maintenant des concurrents d'Elbit, les Israéliens Aerospace Industries et Leonardo.

Liens avec des universités israéliennes

Les universités israéliennes sont profondément enchevêtrées avec l'industrie d'armement israélienne. Les étudiants du Technion de Haïfa ont reçu des bourses pour accéder au laboratoire de recherche d'Elbit, tandis que le président du conseil d'administration de l'Université Hébraïque de Jérusalem est Michael Federmann, qui préside aussi le conseil d'administration d'Elbit [xcvi](#).

Elbit cherche aussi à établir de nouveaux partenariats avec des universités à l'étranger. En 2017, Elbit a annoncé de nouveaux partenariats avec l'Université Métropolitaine d'État

du Minnesota et avec l'Université Regent en Virginie [xcvii](#).

Aperçu et finances de l'entreprise

L'industrie : fabrication d'équipements militaires, de sécurité et de surveillance. Drones sans pilote, armes de terre et navales, entraînement et simulation de vol, instruments médicaux [xcviii](#).

Bourse : NASDAQ (ESLT) | TASE

Revenus/profits: en 2017, la firme a déclaré des revenus de 3,37 milliards USD (3 milliards €) et un revenu net de 239 millions USD (211 millions €) [xcix](#). [Cliquer ici](#) pour voir le dernier rapport annuel [c](#). Les revenus de la firme ont augmenté au cours des dix dernières années. Pendant cette période, l'armée israélienne a utilisé ses équipements dans trois attaques majeures sur Gaza.

Emploi : **Plus de 12 700 employés** [ci](#) (essentiellement en Israël et aux États-Unis)

Filiales [cii](#) :

Filiales israéliennes : Elop, Elisra SCD. Cyberbit, Semi-Conductor Devices (copropriété de Rafael Advanced Defense Systems) et Opgal (50%). Elbit Systems Land et C4, Elbit Security Systems, Cyclone, ELSEC, Kinetics, ITL Optronics, SCD (50%), Tor (50%).

Filiales aux États-Unis : Elbit Systems of America, Merrimack Operations (Kollsman Inc), EFW, KMC Systems, Fort Worth Operations, International Enterprises, Talladega Operations (IEI), Mclean Operations (ICI), San Antonio Operations (M7), M7 Aerospace, Real Time Laboratories, Boca Raton Operations, VSI et RCEVS.

Elbit Systems of America (ESA), qui est possédé à 100% par

Elbit, est un fournisseur du Programme de vente américaine à des armées étrangères et jouit d'un dispositif de sécurité spécial auprès du Département Américain de la Défense, qui lui permet l'accès à des données classifiées [ciii](#).

La filiale KMC de ESA est engagée dans la fabrication de matériel médical utilisé par des fournisseurs de services médicaux et ESA est engagée dans la fabrication de matériel de communication destiné à la police et aux services d'urgence.

Canada : GeoSpectrum Technologies [civ](#)

Australie : Elbit Systems of Australia

Inde : Halbit

Corée du Sud : SESA

Brésil : Ares, AEL

Filiales britanniques : UAV Engines (UEL), Ferranti Technologies, Elite KL, Instro Precision, UTacS

Autres filiales européennes : Elbit (Belgique) et Elbit (Roumanie), Telefunken RACOMs (Allemagne), Elbit (Autriche)

Adresses

En Grande-Bretagne :

Ferranti Technologies, Cairo House, Greenacres Road, Waterhead, Oldham, Lancashire, OL4 3JA, <http://www.ferranti-technologies.co.uk/>

[Voir](#) la carte interactive de la Campagne Contre le Commerce des Armes

Le site internet de Ferranti fait état de systèmes air et sol dont des [visiocasques](#) pour véhicules de combat blindés et de l'alimentation électrique pour des avions militaires [cv](#).

UAV Engines Ltd, Lynn Lane, Shenstone, Lichfield, WS14 0DT,
[Voir ici](#)

Le site de UAV Engine [affiche](#) des moteurs pour drones [cvi](#). En 2010, UAV Engines a été candidat à l'obtention de deux licences d'exportation militaire vers Israël pour des moteurs de drones. Le gouvernement du Royaume-Uni a préalablement prétendu que l'équipement fourni par cette firme « n'a été produit que pour que les moteurs soient assemblés en Israël puis exportés ». Un doute a cependant été émis sur cette annonce par de nombreux commentateurs, [dont Amnesty International cvii](#).

Elite KL, Sandy Way, Amington Industrial Estate, Tamworth, Staffordshire, B77 4DS, <http://www.elitekl.co.uk/military/>,
[Voir ici](#)

Le site d'Elite KL [présente](#) des systèmes de refroidissement militaires [cviii](#).

Instro Precision, 15 Hornet Close, Pysons Road Industrial Estate, Broadstairs, Kent, CT10 2YD, <http://www.instro.com>,
[Voir ici](#)

Le site d'Instro [présente](#) des systèmes de caméras de surveillance et l'obtention de cibles [cix](#)

Instro est sur le point de changer de locaux. La nouvelle adresse sera Discovery Park Site North East, Ramsgate Road, Sandwich, CT13 9ND. Il est prévu que cette adresse remplace finalement l'adresse de Broadstairs

Le siège d'Elbit :

Advanced Technology Center, POB 539, Haïfa 31053, Israel.

Site internet : elbitsystems.com

Propriétaires

À la fin septembre 2018, Elbit est contrôlé par la famille Federmann via Ferdemann Entreprises (à 46%). Les autres principaux investisseurs sont Psagot Investment House, FMR, Invesco, Gilder Gagnon Howe & Co, Renaissance Technologies, Altshuler Shaham, Delek Group, Vanguard Group et Deutsche Bank^{[cx](#)}.

Le Canadian Public Sector Pension Investment Board, la Bank of Montreal and la Royal Bank of Canada ont aussi des parts^{[cxi](#)}.

Deux banques de High Street, HSBC et Barclays, sont des actionnaires historiques d'Elbit. Les deux banques ont des parts au nom de leurs clients via les services de courtiers qui facilitent l'achat et la vente d'actions. Si la décision d'acheter ou de vendre revient aux clients des banques, les banques pourraient adopter la position éthique d'exclure Elbit et d'autres marchands d'armes de leurs plateformes.

En 2015, il y a eu des campagnes célébrant le fait que Barclays n'était plus sur la liste des actionnaires d'Elbit^{[cxii](#)}. Au moment d'écrire cet article, Barclays était cependant inscrit parmi les actionnaires de la firme sur le NASDAQ^{[cxiii](#)}.

HSBC a annoncé désinvestir de Elbit à la fin de 2018 (voir ci-dessous)

Voir la liste complète de ceux qui ont investi dans Elbit [ici](#).

Les produits fabriqués par Elbit :

Drones, systèmes de visualisation munis de casques, systèmes d'affichage et d'armes pour les hélicoptères Apache, systèmes de roquettes et de guidage, réservoirs de fuel pour des F-16, bateaux sans pilote, systèmes pour l'aviation civile, tourelles de contrôle à distance pour véhicules blindés améliorés, systèmes d'artillerie, systèmes de contrôle de tirs depuis des tanks, véhicules routiers de contrôle à distance,

systemes radio et satellites, systemes de barrieres électroniques, cameras a imagerie thermique, technologie de satellites pour des programmes spatiaux, systemes pour des vehicules de combat Bradley, simulateurs de vol, instruments medicaux [cxiv](#).

Fabrication : Elbit dit fabriquer la plupart de ses produits aux Etats-Unis, en Israel, en Europe, en Inde et au Bresil [cxv](#).

Transporteurs : [APL](#) & Maersk, le transporteur americain, un conglomérat de transport danois ont tous deux transporté des produits d'Elbit par le passé [cxvi](#). En 2018, [Seamax Shipping](#) basé a Dubaï, a transporté un chargement d'Elbit Israel chez Triumph Aerostructures aux Etats Unis [cxvii](#).

Drones couramment fabriqués par Elbit [cxviii](#)

Skylark I Lex mini-UAS ; Skylark II, Skylark 3, Skylark C (pour usage naval)

DA-VINCI Multi-Rotor Mini-UAS

Hermes 90

Hermes 180

Hermes 450

Hermes 900

Hermes 1500 (avec la firme israelienne Silver Arrow) [cxix](#)

Watchkeeper WK450 (au titre du partenariat avec Thalès sur U-TacS)

Bateau Seagull sans pilote

Les Hermes 450 et 900 ont été employés par l'aviation militaire israelienne pour mener des attaques. [cxx](#)

Elbit produit aussi le drone suicide Skystriker, un mélange de missile et de drone. [cxxi](#)

Pays d'exportation des drones d'Elbit [cxxii](#)

Argentine (entreprise conjointe)

Grande-Bretagne

États-Unis

Philippines

Azerbaïdjan

Botswana

Brésil

Chili

Colombie

Croatie

République tchèque

France

Canada

Uruguay

Suède

Hongrie

Macédoine

Pays-Bas

Pologne

Slovaquie

Corée du Sud

Australie

Canada

Géorgie

Italie (entreprise conjointe)

Mexique

Singapour

Afrique du Sud

Ouzbekistan

Thaïlande [cxxiii](#)

Suisse (à venir en 2019) [cxxiv](#)

Principaux partenaires industriels

Babcock (Grande-Bretagne) [cxxv](#), Thalès (France) [cxxvi](#), KBR (États-Unis) [cxxvii](#), Rockwell Collins (États-Unis) [cxxviii](#), Embraer (Brésil) [cxxix](#), Kraken (Canada) [cxxx](#), GRSE (Inde) [cxxxii](#), Boeing (États-Unis) [cxxxiii](#), Adani (Inde) [cxxxiv](#), General Dynamics (États-Unis) [cxxxv](#), Ashok Leyland (Inde) [cxxxvi](#).

Participation à des salons de l'armement

Elbit fait régulièrement son autopromotion dans des salons internationaux d'armement dont DSEI (Londres), Land Forces (Australie), MSPCO Kielce (Pologne), ADAS (Philippines), Paris Air Show (France), Farnborough Airshow (UK), Singapore Airshow (Singapour), ADEX Baku (Azerbaïdjan), BIDEK (Bahreïn),

Eurosatory (France), IDEF (Turquie)[cxxxvi](#), DefExpo (Inde)[cxxxvii](#).

Résistance

Depuis l'[appel](#) de la société civile palestinienne au boycott, au désinvestissement et aux sanctions de 2005, une campagne de désinvestissement a été menée contre Elbit. Le fonds de pension de l'État norvégien, la première banque norvégienne, Danske Bank, le fonds de pension néerlandais géant ABP, le fonds de pension suédois AP et le suédois Folksam ont tous [désinvesti](#) leurs actions[cxxxviii](#). Des experts en investissement ont dit à ceux qui mènent campagne qu'Elbit est désormais présent sur la plupart des listes noires mises au point par des bureaux de recherche sur les investissements « socialement responsables ».

Barclays est la seule banque européenne ayant pignon sur rue à apparaître sur la [liste](#) des actionnaires internationaux d'Elbit publiée par NASDAQ.com. Cela permet de penser que la plupart des banques européennes croient que le rôle de la firme dans les crimes de guerre d'Israël en fait une destination d'investissement inappropriée.

En 2011, un [appel](#) de la société civile palestinienne a réclamé un double embargo sur les ventes d'armes vers et depuis Israël et les firmes israéliennes[cxxxix](#). Des campagnes menées par des antimilitaristes ont ciblé Elbit en ligne avec cet appel et ont lancé des campagnes appelant les investisseurs à désinvestir de cette société.

La campagne a pris de l'ampleur depuis l'attaque israélienne sur Gaza en 2014. Pendant l'attaque, des militants ont occupé le toit de la filiale britannique d'Elbit à Shenstone, ce qui a entraîné la fermeture de l'usine pendant 48 heures. Une [occupation](#) similaire a eu lieu en Australie[cxl](#). Des manifestations ont toujours lieu à l'usine Elbit de Shenstone.

En réponse au massacre de 2014, des mouvements sociaux et des syndicats du Brésil ont fait pression sur le gouvernement de l'État brésilien de Rio Grande do Sul pour qu'il mette fin à un contrat de collaboration avec Elbit. Le gouvernement de l'État a finalement accepté d'annuler le contrat, au nom de préoccupations éthiques. Le plan annulé incluait un projet de construction de satellites militaires pour un montant de 17 millions USD (15 millions €)[cxli](#).

En 2016, le ministère brésilien de la défense, alors dirigé par un membre du parti communiste brésilien pro-palestinien, refusa d'approuver le financement d'une recherche sur des drones et un projet de développement avec Elbit. Elbit fut [obligé d'abandonner](#) le projet et, par la suite, de fermer Harpia Sistemas, la firme alliée à la firme brésilienne Embraer[cxlii](#).

Au Pays de Galles, des campagnes donnent lieu à des [manifestations](#) depuis des années contre l'expérimentation des drones Watchkeeper dans les Galles de l'Ouest[cxliii](#).

Des militants ont également mené une campagne intensive appelant Barclays à désinvestir d'Elbit, tenant des piquets, faisant des blocus, des occupations et des manifestations devant des agences de Barclays. Lors d'une journée d'[action](#) en novembre 2014, 15 actions ont été menées simultanément contre des agences de Barclays dans tout le Royaume-Uni. En 2015, des militants ont [fêté](#) le désinvestissement par Barclays de ses parts[cxliv](#). En 2018 cependant, Barclays figure de nouveau sur la liste des actionnaires d'Elbit sur le NASDAQ[cxlv](#).

Une campagne réussie de désinvestissement a eu lieu contre HSBC, appelant la banque à faire cesser les achats de parts d'Elbit par ses clients sur sa plateforme d'investissement. En juillet 2017, des [manifestations](#) ont eu lieu devant des agences HSBC à Brighton, Manchester et Londres, accompagnées

du slogan « la banque la plus mortelle du monde [cxlvi](#) ». Des manifestations ont également eu lieu devant l'Assemblée Générale Annuelle 2018 d'HSBC et un jour supplémentaire d'action s'est [tenu](#) devant des agences HSBC dans tout le Royaume-Uni en septembre [cxlvii](#).

Manifestation de la campagne de solidarité avec la Palestine (PSC) à Brighton

Ryvka Bernard de War On Want a dit:

« HSBC a fait un premier pas positif en désinvestissant d'Elbit Systems, le célèbre fabricant de drones, d'armes chimiques, de systèmes d'artillerie de bombes à fragmentation et d'autres technologies utilisées pour attaquer des civils palestiniens et pour militariser des murs et des frontières dans le monde. Commercer avec des firmes comme Elbit signifie profiter de la violence et de la violation des droits humains, ce qui est à la fois immoral et contradictoire avec le droit international.

« HSBC continue pourtant à faire des affaires avec plus d'une douzaine de sociétés qui vendent des équipements militaires et de la technologie utilisés dans la violation des droits humains : c'est le cas de Caterpillar, dont les bulldozers sont utilisés à la démolition de maisons et de biens appartenant à des Palestiniens ; c'est le cas aussi de BAE Systems, dont les armes sont utilisées dans les crimes de guerre d'Israël, d'Arabie Saoudite et d'autres régimes répressifs. Jusqu'à ce que HSBC mette fin à son soutien à des sociétés qui arment la répression, la campagne continuera. »

Blocages, manifestations, occupations

Le salon de l'armement DSEI bi annuel de Londres, où Elbit est un exposant régulier, est face à la résistance actuellement organisée par la [Coalition Stop au Salon de l'Armement](#). 2017 a vu la plus grosse [mobilisation](#) depuis des années, avec des

milliers de gens tentant d'empêcher les exposants de l'armement d'accéder au salon [cxlvi](#). Le prochain salon de l'armement DSEI aura lieu en septembre 2019.

La résistance s'est aussi focalisée sur Thalès, le partenaire d'Elbit dans le programme Watchkeeper. En juin 2014, une [manifestation](#) a eu lieu devant le siège de la société à Londres. En octobre 2014 une [occupation du toit](#) d'une usine Thalès de Glasgow a été conduite [cxl](#).

Des militants du Kent ont mené une action directe contre l'usine Instro Precision, par de [multiples occupations de toits et séquestrations](#)^{cl}. Des campagnes ont permis de contribuer à la [décision](#) de conseil local de refuser une candidature pour un nouveau site d'une filiale d'Elbit à l'aéroport du Kent à Manston [cli](#).

Elbit a été très prudent lorsqu'il a poursuivi des militants. En 2015, le service des poursuites de la couronne a abandonné la procédure contre neuf manifestants qui avaient occupé le toit de l'usine de moteurs UAV l'été précédent. Les prévenus avaient argumenté que leurs actions étaient justifiées par la complicité d'Elbit dans des crimes de guerre. Il fut crucial que la défense ait demandé la mise à disposition à la cour des documents sur les licences d'exportation d'Elbit.

Il semble probable que la firme ait retiré sa plainte pour éviter un contrôle public. Ewa Jasiewicz, une des prévenus, a dit qu'Elbit était maintenant "une cible prioritaire" d'actions directes destinées à faire fermer l'usine [clii](#).

Par la suite en 2015, alors que des groupes d'action pour la Palestine organisaient des manifestations sous l'égide de Bloquer l'Usine, une [injonction civile](#) a été accordée à l'usine Elbit de Shenstone par la Cour Suprême. La police a violemment tenté d'appliquer cette injonction, ce qui a conduit à 19 arrestations. Pour autant, l'injonction a été

levée lors d'une audience en octobre étant donné qu'Elbit n'avait pas réussi à fournir à la cour les documents adéquats. Un porte parole de Bloquer l'Usine a dit à ce moment-là : « Ce sont Elbit Systems et ses usines d'armement qui devraient être interdits, et non nos manifestations. La décision d'aujourd'hui renforcera encore l'énergie de notre campagne [cliii](#) ».

Depuis, il n'y a pas eu de poursuites contre des militants ayant ciblé les filiales d'Elbit au Royaume-Uni et très peu d'arrestations.

En 2017, cinq manifestants ont été [arrêtés](#) devant l'usine de Shenstone des moteurs UAV, la filiale d'Elbit, au nom de la [loi de 1992 renforcée sur les syndicats et les relations de travail](#), au motif du blocage des portes de l'usine ; les accusations furent cependant, de nouveau, [abandonnées](#) [cliv](#).

Récemment, des militants ont organisé [des journées d'action coordonnées](#), engageant des actions simultanément devant les filiales d'Elbit au Royaume-Uni, dans le Kent, à Staffordshire et à Manchester [clv](#). Certaines de ces actions ont [aussi ciblé](#) Thalès, le partenaire d'Elbit [clvi](#). Lors de l'événement le plus récent, en juin 2018, la militante Susannah Mengesha a expliqué les raisons de cette action :

« Elbit facilite le meurtre de Palestiniens à une échelle industrielle. Chaque jour où ses usines restent ouvertes aura un coût civil. On peut tracer une ligne directe depuis les process de fabrication d'usines comme Inthro Precision jusqu'aux crimes de guerre israéliens. Je me refuse à croire que la vie de gens qui vivent dans des endroits comme Gaza ont moins de valeur que la vie ailleurs. Mon cœur est ouvert aux mères de Gaza, qui ont certainement souffert davantage que la plupart des gens au cours des dernières semaines et années. Je veux leur dire que les gens ici n'acceptent pas que ces usines soient ici et que nous ferons tout notre possible pour les

arrêter [clvii](#). »

Des campagnes font aussi pression sur l'UE pour exclure Elbit et d'autres sociétés d'armement israéliennes de ses financements de recherche. War on Want, La Campagne de Solidarité avec la Palestine et d'autres organisations de base du Royaume-Uni ont été impliquées dans des campagnes de lobbying conjointement avec des militants de base.

L'action contre Elbit s'est aussi intensifiée en France. L'inclusion d'Elbit dans un processus de candidature pour la réalisation d'un nouveau drone français a semé une vague de protestations dans tout le pays et la demande d'exclusion de la firme de ce processus. Elbit a été finalement battu par un drone fabriqué par Sagem (lequel, c'est ironique, comporte des pièces d'Elbit) [clviii](#). En 2017, BDS France a [perturbé](#) le stand d'Elbit au Salon de l'Air de Paris [clix](#). De semblables manifestations contre la présence d'Elbit à ce salon se produisent chaque année. Des militants ont aussi commencé une [campagne](#) contre l'assureur AXA, l'incitant à désinvestir d'Elbit [clx](#).

Appel à accroître l'action

En 2018, Abdulrahman Abunahel, le coordinateur du comité national palestinien du BDS (le BNC) pour la bande de Gaza, a relancé l'appel pour un embargo sur les armes à double sens. Cela vient après les assassinats par Israël de manifestants palestiniens de la Grande Marche du Retour et après le pire bombardement aérien de Gaza depuis 2014. Voici ce qu'il a dit :

« L'industrie de l'armement et de la sécurité mondiale joue un rôle central dans l'aide à Israël pour le maintien de son régime militaire d'un demi-siècle sur quatre millions et demi de Palestiniens avec son siège dévastateur et illégal qui étouffe près de deux millions d'entre nous ici à Gaza, son vol

illégal de la terre palestinienne qui se poursuit et sa politique d'apartheid qui nous discrimine, nous le peuple indigène de cette terre.

« Rien que depuis le 30 mars, lorsque nous, Palestiniens de Gaza occupée, avons participé à des manifestations de masse pour simplement exprimer notre revendication de liberté et notre droit en tant que réfugiés de retourner chez nous, Israël a tué plus de 130 personnes parmi nous et a effectué des bombardements à répétition de zones densément peuplées.

« Israël teste effectivement des armes sur le terrain, sur nous Palestiniens de Gaza avant de les exporter dans d'autres pays, principalement dans le Sud global. En même temps, des gouvernements et des sociétés privées internationales d'armement et de sécurité du Nord global, fournissent des armes et de la technologie à Israël, qu'Israël a utilisé pour tuer et réprimer les Palestiniens.

« Le monde doit agir pour mettre fin à ces relations de mort et arrêter d'armer Israël. J'ai un espoir fondé sur le fait que de plus en plus de gens et d'institutions appellent à ce que prennent fin toutes les formes de coopération militaire et de sécurité avec Israël et cherchent à imposer un embargo militaire total jusqu'à ce qu'Israël mette fin à ses brutales violations des droits des Palestiniens. »

Concernant les perspectives de la campagne contre Elbit, Maren Mantovani et Jamal Jumaaf de Stop The Wall sont confiants :

« Elbit Systems, aussi gros qu'il soit, est particulièrement vulnérable à l'action militante. C'est la seule firme israélienne d'armement privée de cette taille et donc elle est plus vulnérable à des crises, à des risques de spéculation financière et de restructuration économique. Elbit Systems est fortement endetté et doit nécessairement assurer un cash flow continu au service de cette dette. Sa présence à l'échelle mondiale toujours en expansion facilite la tâche des militants

de différents pays pour s'en prendre à Elbit ou à ses filiales. De plus, la dépendance croissante de l'industrie d'armement sur le budget de l'État d'Israël pour le secourir le rend vulnérable aussi, tandis que cela accroît la vulnérabilité de l'État.

« Lorsque Bezhael Machlis, PDG d'Elbit a été interrogé récemment sur l'impact de BDS sur les opérations d'Elbit Systems, il a admis : 'Je n'essaie pas de dire que ce n'est pas une menace, mais je pense que globalement nous pouvons la gérer'. Des défenseurs des droits humains sont désormais face au défi de développer la capacité du mouvement BDS de manière qu'il fasse pression sur l'économie de guerre israélienne au point d'évoluer de l'état de menace à celui d'empêchement [clxi](#). »

Le contexte

Les champs de bataille du militarisme et de l'occupation israéliens ont constitué des tests de terrain efficaces pour de nouveaux types d'armement. L'état de guerre permanent d'Israël a assuré une place fiable sur le marché aux fabricants d'armes israéliens. Selon Drone Wars UK, des drones de surveillance ont d'abord été utilisés en Égypte en préparation de l'attaque israélienne de 1973. La première utilisation enregistrée d'un drone israélien d'aide aux avions de chasse pilotés pour bombarder des cibles a eu lieu en 1982 dans la course à l'invasion et l'occupation israéliennes du Liban.

Le Centre Al Mezan pour les droits humains dit que la première utilisation enregistrée d'un drone armé par Israël date de 2004. L'expérience accumulée pendant les années de répression militaire a fait d'Israël le plus gros exportateur au monde de la technologie des drones. Les sociétés d'armement israéliennes ont vendu des drones à plus de 50 pays.

Selon Human Rights Watch (HRW):

« Le missile envoyé d'un drone a ses propres caméras qui permettent à l'opérateur d'observer la cible à partir du moment où le tir est déclenché. Le système optique du drone comme du missile ont des caméras à infrarouge qui permettent aux opérateurs de voir des individus de nuit comme de jour. Avec ces possibilités visuelles, les opérateurs de drones auraient dû être capables de faire la différence entre des combattants et autres personnes participant aux hostilités, qui sont des cibles légitimes, et des civils, qui sont préservés des attaques, et de s'abstenir de tirer si cela ne pouvait être déterminé. Si un doute de dernière minute surgit sur une cible, l'opérateur de drone peut avoir recours au guidage à distance du missile pour détourner le missile enflammé et l'éloigner de la cible avec sa manette. »

Malgré cela, le nombre de morts (en proportion du total des morts) causées par des frappes de drones a été croissant. Lors de notre visite de 2013 à Gaza, Corporate Watch a interviewé plusieurs survivants d'attaques de drones israéliens qui n'avaient été engagés dans aucun combat auparavant d'être ciblés, tandis que la plupart de ceux qui ont été tués par des attaques de drones sont des enfants. Le Centre Al Mezan pour les droits humains de Gaza a fourni à Corporate Watch les données suivantes pour les années 2000-2012 :

Année	Nombre total de tués par les attaques israéliennes à Gaza	Nombre de gens tués par des drones israéliens à Gaza (% of total)
2000	123	0 (0%)
2001	243	0 (0%)
2002	472	0 (0%)
2003	398	0 (0%)
2004	646	2 (0.3%)
2005	99	0 (0%)

2006	534	91 (17%)
2007	281	98 (34.9%)
2008	769	172 (22.4%)
2009	1058	461 (43.6%)
2010	72	19 (26.4%)
2011	112	58 (51.8%)
2012	255	201 (78.8%)

Les frappes de drones israéliens sont lancées depuis les bases Palmachin et Tel Nof de l'armée de l'air [clxii](#).

Texte de Tom Anderson du Collectif Shoal, une coopérative d'écrivains et de chercheurs qui écrivent pour la justice sociale et pour un monde au-delà du capitalisme. [@shoalcollective](#)

Les écrits de Tom en soutien au mouvement BDS peuvent être consultés sur corporateoccupation.org. [@CorpOccupation](#)

[i](#)Bureau Van Dyck, Elbit Systems, Accessed Aug 2018.

[ii](#)<https://www.haaretz.com/israel-news/business/elbit-systems-to-buy-imi-in-major-israeli-defense-merger-1.5891233>

[iii](#)<http://www.israeldefense.co.il/en/content/elbit-systems%E2%80%99-hermes-900-uav-headed-fifth-country>

[iv](#)<https://www.jpost.com/Israel-News/Elbit-upgrades-IAFs-fleet-of-Hermes-900-drones-438803>

[v](#)<https://www.haaretz.com/israel-news/business/elbit-systems-to-buy-imi-in-major-israeli-defense-merger-1.5891233>

[vi](#)<https://www.nasdaq.com/article/israel-regulator-okays-defense-firm-elbits-bid-to-buy-imi-20180819-00027>

[vii](#)<https://www.timesofisrael.com/elbit-buys-state-owned-arms-maker-imi-for-nis-1-8-billion/>

[viii](#)<https://www.shootingillustrated.com/articles/2017/4/3/revi>

ew-imi-ammunition/

[ixhttps://www.shootingillustrated.com/articles/2017/4/3/review-imi-ammunition/](https://www.shootingillustrated.com/articles/2017/4/3/review-imi-ammunition/)

[xhttps://www.haaretz.com/israel-news/business/elbit-systems-to-buy-imi-in-major-israeli-defense-merger-1.5891233](https://www.haaretz.com/israel-news/business/elbit-systems-to-buy-imi-in-major-israeli-defense-merger-1.5891233)

[xihttp://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-strengthens-its-presence-in-the-german-market-opens-office-in-berlin/?pageid=PR](http://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-strengthens-its-presence-in-the-german-market-opens-office-in-berlin/?pageid=PR)

[xiihttp://corporateoccupation.org/2018/05/24/as-israeli-arms-company-elbit-expands-activists-resistance-grows/](http://corporateoccupation.org/2018/05/24/as-israeli-arms-company-elbit-expands-activists-resistance-grows/)

[xiiihttps://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cs%E2%80%9D-bds-lessons-elbit-systems-campaign](https://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cs%E2%80%9D-bds-lessons-elbit-systems-campaign)

[xivhttps://bdsmovement.net/military-embargo#news](https://bdsmovement.net/military-embargo#news)

[xvhttp://www.israeldefense.co.il/en/content/elbit-systems%E2%80%99-hermes-900-uav-headed-fifth-country](http://www.israeldefense.co.il/en/content/elbit-systems%E2%80%99-hermes-900-uav-headed-fifth-country)

[xvihttp://archive.defensenews.com/article/20140812/DEFREG04/308120026/Israeli-Forces-Praise-Elbit-UAVs-Gaza-0p](http://archive.defensenews.com/article/20140812/DEFREG04/308120026/Israeli-Forces-Praise-Elbit-UAVs-Gaza-0p)

[xviiWar on Want, Killer Drones: UK Complicity in Israel's Crimes Against the Palestinian People \(2013\), page 8.](#)

[xviiihttps://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/](https://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/)

[xixSee, for example, Life Beneath the Drones, Corporate Watch \(Therezia Cooper and Tom Anderson\), Gaza: Life beneath the drones \(2014\).](#)

[xxSee, for example, Life Beneath the Drones, Corporate Watch \(Therezia Cooper and Tom Anderson\), Gaza: Life beneath the drones \(2014\).](#)

[xxihttp://elbitsystems.com/products/uas/hermes-450/](http://elbitsystems.com/products/uas/hermes-450/) and Drone

Wars UK (M.Dobbing and C. Cole), [Israel and the Drone Wars](#), (2014), page 8

[xxii](https://theintercept.com/2016/01/28/israeli-drone-feeds-hacked-by-british-and-american-intelligence/)<https://theintercept.com/2016/01/28/israeli-drone-feeds-hacked-by-british-and-american-intelligence/>

[xxiii](https://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/)<https://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/>,
<https://theintercept.com/2016/01/28/israeli-drone-feeds-hacked-by-british-and-american-intelligence/> and
<https://www.uasvision.com/2018/04/02/hermes-450-crashes-in-lebanon/>

[xxiv](http://www.hrw.org/node/84077/section/4)<http://www.hrw.org/node/84077/section/4>

[xxv](#) Human Rights Watch, [Precisely Wrong: Gaza Civilians killed by Israeli drone-launched missiles](#) (2009)

[xxvi](http://www.defence-today.com.au/war-in-the-air-over-gaza) <http://www.defence-today.com.au/war-in-the-air-over-gaza>

[xxvii](#)

https://www.btselem.org/press_releases/20160720_fatalities_in_gaza_conflict_2014

[xxviii](#)

<https://www.stopthewall.org/sites/default/files/horizon2020%20elbit.pdf>, p11.

[xxix](#)

<https://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/>

[xxx](#)

<https://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/>

[xxxi](#)

<https://www.jpost.com/Israel-News/Elbit-upgrades-IAFs-fleet-of-Hermes-900-drones-438803>

[xxxii https://whoprofits.org/company/elbit-systems/](https://whoprofits.org/company/elbit-systems/)

[xxxiii](https://palestinesquare.com/2017/09/11/in-depth-thirteen-years-later-the-icj-advisory-opinion-on-the-wall/)

<https://palestinesquare.com/2017/09/11/in-depth-thirteen-years-later-the-icj-advisory-opinion-on-the-wall/>

[xxxiv Who Profits, Elbit company profile](#)

[xxxv https://pchgaza.org/en/?p=11886](https://pchgaza.org/en/?p=11886)

[xxxvi](https://whoprofits.org/wp-content/uploads/2018/12/Gaza-Flash-report.pdf)

<https://whoprofits.org/wp-content/uploads/2018/12/Gaza-Flash-report.pdf>

[xxxviihttp://elbitsystems.com/products/uas/unmanned-surface-vehicle/](http://elbitsystems.com/products/uas/unmanned-surface-vehicle/)

[xxxviiihttp://www.defenseworld.net/news/16454/Elbit_Systems_Launches_Torpedo_From_Seagull_Unmanned_Surface_Vessel_System](http://www.defenseworld.net/news/16454/Elbit_Systems_Launches_Torpedo_From_Seagull_Unmanned_Surface_Vessel_System)

[xxxixhttps://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8](https://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8)

[xl](http://www.defenseworld.net/news/22726/NATO_Deploys_Israeli_Unmanned_Vessel_during_Anti_submarine_Warfare_Exercise)

http://www.defenseworld.net/news/22726/NATO_Deploys_Israeli_Unmanned_Vessel_during_Anti_submarine_Warfare_Exercise

[xli https://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8](https://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8)

[xliihttps://corporateoccupation.org/2010/03/12/businesses-in-bnei-yehuda-settlement/](https://corporateoccupation.org/2010/03/12/businesses-in-bnei-yehuda-settlement/)

[xliii](https://www.militaryfactory.com/aircraft/detail.asp?aircraft_id=824)

https://www.militaryfactory.com/aircraft/detail.asp?aircraft_id=824

[xliv https://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8](https://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8)

[xlv](https://www.timesofisrael.com/israel-intentionally-crashes-uav-after-detecting-malfunction/)

<https://www.timesofisrael.com/israel-intentionally-crashes-uav-after-detecting-malfunction/>

[xlvi](#)

<https://www.middleeastmonitor.com/20170412-israeli-drone-strikes-sinai-kills-one/>

[xlvii](#) Egyptian officials: Israeli drone strikes Sinai rocket launching, kills 5, Ha'aretz, 28/8/18

[xlviii](#)

<https://www.breakingisraelnews.com/57485/israeli-air-force-drones-get-state-of-the-art-upgrade-with-unprecedented-abilities-idf/>

[xlix](#)<https://www.uasvision.com/2018/04/02/hermes-450-crashes-in-lebanon/> and

<https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-5212565,00.html>

[l](#)

<https://southfront.org/uav-crash-in-lebanon-reveals-secret-israeli-weapon/>

[li](#) <https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-5023819,00.html>

[lii](#) <https://en.wikipedia.org/wiki/Quneitra>

[liii](#)

<https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4937620,00.html>

[liv](#)

<https://jewishbusinessnews.com/2014/08/28/fars-news-israeli-hermes-drone-crashes-in-iraq/>

[lv](#) <https://www.youtube.com/watch?v=3y2aYV6YjZ0> and <https://qz.com/255237/a-downed-israeli-drone-could-advance-irans-own-drone-program/>

[lvi](#)<https://www.upi.com/Iran-claims-breakthrough-with-Israeli-look-alike-combat-UAVs/45741381165461/> and

<https://www.upi.com/Iran-claims-breakthrough-with-Israeli-look-alike-combat-UAVs/45741381165461/>

[lvii](https://www.jpost.com/Israel-News/Elbit-upgrades-IAFs-fleet-of-Hermes-900-drones-438803)https://www.jpost.com/Israel-News/Elbit-upgrades-IAFs-fleet-of-Hermes-900-drones-438803

[lviii](#)

https://www.jpost.com/Jpost-Tech/Israels-Elbit-speeds-up-race-to-fly-military-drones-in-civil-airspace-562328

[lix](#) https://www.afcea.org/content/?q=node/1691

[lx](#)

https://www.flightglobal.com/news/articles/british-army-confident-on-watchkeeper-service-entry-394925/

[lxi](#)https://www.defenseindustrydaily.com/canada-selects-skylark-as-its-future-miniuav-02689/

[lxii](#)

https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/defence/10657415/Watchkeeper-the-armys-latest-spy-in-the-sky.html

[lxiii](#)https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2015-12-11/army-moves-watchkeeper-drone-training-to-tropics-for-winter-after-flying-problems-in-uk-weather

[lxiv](#)https://www.defensenews.com/home/2016/01/22/sagem-patrolle
r-beats-out-thales-watchkeeper-in-french-army-drone-pick/

[lxv](#)https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2015-10-02/boxed-up-barely-used-and-4-years-late-watchkeeper-the-armys-affordable-1-2bn-drone-programme

[lxvi](#)https://www.bbc.co.uk/news/uk-wales-mid-wales-44907078

[lxvii](#)https://www.theregister.co.uk/2018/04/17/watchkeeper_drone_could_go_to_war/

[lxviii](#) http://www.twcassociates.uk/#

[lxix](#)https://www.affinityfts.co.uk/about-us/

[lxx](#)https://uk.reuters.com/article/uk-elbit-systems-contract-id

UKKCN0VB10U

[lxxi](http://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-babcock-international-partner-pursue-uk-mods-asdot-programme-2/)http://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-babcock-international-partner-pursue-uk-mods-asdot-programme-2/

[lxxii](http://aviationweek.com/farnborough-airshow-2018/elbit-sims-israeli-air-force)http://aviationweek.com/farnborough-airshow-2018/elbit-sims-israeli-air-force

[lxxiii](https://bdsmovement.net/news/trump-administration-hires-israeli-military-contractors-build-us-mexico-border-wall)

https://bdsmovement.net/news/trump-administration-hires-israeli-military-contractors-build-us-mexico-border-wall

[lxxiv](https://www.jpost.com/International/Elbit-to-build-surveillance-towers-on-Arizonas-border-with-Mexico-344005)https://www.jpost.com/International/Elbit-to-build-surveillance-towers-on-Arizonas-border-with-Mexico-344005

[lxxv](https://bdsmovement.net/news/trump-administration-hires-israeli-military-contractors-build-us-mexico-border-wall)

https://bdsmovement.net/news/trump-administration-hires-israeli-military-contractors-build-us-mexico-border-wall

[lxxvi](https://ktar.com/story/2365218/towers-along-arizona-mexico-border-provide-around-the-clock-surveillance/amp/?show=comments)

https://ktar.com/story/2365218/towers-along-arizona-mexico-border-provide-around-the-clock-surveillance/amp/?show=comments

[lxxvii](https://ktar.com/story/2365218/towers-along-arizona-mexico-border-provide-around-the-clock-surveillance/amp/?show=comments)

https://ktar.com/story/2365218/towers-along-arizona-mexico-border-provide-around-the-clock-surveillance/amp/?show=comments

[lxxviii](https://www.marketwatch.com/press-release/united-states-us-army-decides-to-proceed-with-the-iron-fist-light-aps-on-the-bradley-2018-12-20)

https://www.marketwatch.com/press-release/united-states-us-army-decides-to-proceed-with-the-iron-fist-light-aps-on-the-bradley-2018-12-20

[lxxix](https://www.jpost.com/Magazine/Books-Israel-and-the-sale-of-advanced-drones-to-Russia-480326)

https://www.jpost.com/Magazine/Books-Israel-and-the-sale-of-advanced-drones-to-Russia-480326

[lxxx](https://www.uasvision.com/2011/10/19/elbits-ackerman-business-as-usual-with-turkey/)

https://www.uasvision.com/2011/10/19/elbits-ackerman-business-as-usual-with-turkey/

[lxxxi](#)

<https://www.caat.org.uk/resources/mapping/organisation/5233>

[lxxxii](#)

<https://www.upi.com/Israel-cuts-arms-sales-to-Turkey/49171272298782/>

and

https://en.wikipedia.org/wiki/Israel%E2%80%93Turkey_relations#cite_note-turkey-117

[lxxxiii](#)

<https://www.calcalistech.com/ctech/articles/0,7340,L-3736125,00.html>

[lxxxiv](#)

<https://newint.org/features/2017/12/01/australia-largest-coalmine>

[lxxxv](#)

<https://bdsmovement.net/news/promote-peace-and-justice-palestine-scrap-us20m-military-deal-israeli-company-elbit-system>

[lxxxvi](#)

http://www.defencweb.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=20701:elbit-to-supply-mortars-to-spanish-army

[lxxxvii](#)

https://defense-update.com/20140606_hermes-900-switzerland.html

[lxxxviii](#)

http://www.deagel.com/news/Brazilian-Air-Force-Places-Order-for-a-Hermes-900-UAS_n000012517.aspx

[lxxxix](#)

Quoted in J. Jumaa and M Mantovani, 'The 'S' in BDS – <https://bdsmovement.net/news/%E2%80%93bds-lessons-elbit-systems-campaign>

[xc](#)

<http://www.horizon2020publications.com/H0/files/assets/basic-html/page35.html>

[xci](http://www.stopthewall.org/stop-eu-research-funding-elbit-ai-and-other-israeli-companies) <http://www.stopthewall.org/stop-eu-research-funding-elbit-ai-and-other-israeli-companies>

[xcii](#)

<https://www.stopthewall.org/sites/default/files/horizon2020%20elbit.pdf>, p11.

[xciii](#)

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/eu-funds-firm-supplying-israel-banned-cluster-weapons>

[xciv](#)

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/eu-funds-firm-supplying-israel-banned-cluster-weapons>

[xcv](#)

<https://www.middleeasteye.net/news/why-europe-wont-impose-arms-embargo-israel-697912420>

[xcvi](#) Bureau Van Dyck, Orbis Database, accessed August 2018.

[xcvii](#)

<http://blog.executivebiz.com/2017/12/elbit-systems-metropolitan-state-university-team-to-establish-cyber-training-and-simulation-facility/>

[xcviii](#) <http://elbitsystems.com/corporate-overview/>

[xcix](#) Bureau Van Dyck Orbis database, accessed August 2018.

[c](#) http://elbitsystems.com/media/NIN_2017.pdf

[ci](#) Bureau Van Dyck Orbis database, accessed August 2018.

[cii](#)

<http://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SUQ9NTM20TkzfENoaWxkSUQ9MjI3Mjc3fFR5cGU9MQ==&t=1>, and Bureau Van Dyck Orbis Database, accessed 2018p15.

[ciii](#)

<http://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SUQ9NTM>

[20TkzfENoaWxkSUQ9MjI3Mjc3fFR5cGU9MQ==&t=1](#), p15.

[civ](#)

<http://www.jewishpress.com/news/global/canada/elbits-canadian-subsidiary-to-showcase-towed-reelable-active-passive-sonar/2018/05/24/>

[cv](#) <http://www.ferranti-technologies.co.uk/>

[cvi](#) <http://www.uavenginesltd.co.uk/products/>

[cvii](#)

<https://www.amnesty.org.uk/blogs/press-release-me-let-me-go/gaza-are-israels-pilotless-drones-powered-british-made-engines>

[cviii](#) <https://www.elitekl.co.uk/military-defense/>

[cix](#) <http://www.instro.com/>

[cx](#)

<https://www.nasdaq.com/symbol/eslt/institutional-holdings?page=1>

[cxii](#) <https://www.nasdaq.com/symbol/eslt/institutional-holdings?page=3>

and

<https://www.nasdaq.com/symbol/eslt/institutional-holdings?page=4>

[cxiii](#)

<https://bdsmovement.net/news/barclays-bank-no-longer-listed-elbit-systems-shareholder>

[cxiiii](#) <https://www.nasdaq.com/symbol/eslt/institutional-holdings?page=5>, accessed 25th Jan 2019.

[cxiv](#) <http://elbtsystems.com/corporate-overview/> and <http://elbtsystems.com/corporate-overview/products>

[cxv](#)

<http://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SUQ9NTM>

[20TkzfENoaWxkSUQ9MjI3Mjc3fFR5cGU9MQ==&t=1](#), p 31.

[cxvi](#) Corporate Watch, Targeting Israeli Apartheid, (2011), page 69 and Import Genius – <https://www.importgenius.com/suppliers/elbit-systems-land>

[cxvii](#) <https://www.importgenius.com/suppliers/elbit-systems-ltd>

[cxviii](#) From <http://elbitsystems.com/product> and http://elbitsystems.com/media/NIN_2017.pdf, p 22-25.

[cxix](#) <https://www.globalsecurity.org/military/world/israel/hermes-450.htm>

[cxx](#) See

<https://www.middleeastmonitor.com/20160407-israeli-army-document-confirms-use-of-hermes-450-drones-in-assassinations/> and <https://dronewarsuk.files.wordpress.com/2014/01/israel-and-the-drone-wars.pdf>, p7.

[cxxi](#) <http://elbitsystems.com/products/uas/skystriker/>

[cxxii](#) See <https://dronewarsuk.files.wordpress.com/2014/01/israel-and-the-drone-wars.pdf>, p20 and https://www.militaryfactory.com/aircraft/detail.asp?aircraft_id=1044

[cxxiii](#)

<https://www.uasvision.com/2018/06/27/thailand-introduces-elbit-hermes-450/>

[cxxiv](#) <https://finance.yahoo.com/news/elbit-systems-rolls-hermes-900-120900431.html>

[cxxv](#)

<http://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-babcock-international-partner-pursue-uk-mods-asdot-programme-2/>

[cxxvi](#)

<https://www.defenseindustrydaily.com/uk-gives-green-light-to-watchkeeper-uav-0909/>

[cxxvii](#)

<https://www.affinityfts.co.uk/about-us/the-shareholders/>

[cxxviii](#)

<https://www.rockwellcollins.com/Data/News/2014-Cal-Year/GS/FY14GSNR44-F35.aspx>

[cxxixhttp://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SU09NTM20TkzfENoaWxkSU09MjI3Mjc3fFR5cGU9MQ==&t=1](http://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SU09NTM20TkzfENoaWxkSU09MjI3Mjc3fFR5cGU9MQ==&t=1), p15.

[cxxxhttps://ca.finance.yahoo.com/news/kraken-supply-sonar-system-major-113000849.html](https://ca.finance.yahoo.com/news/kraken-supply-sonar-system-major-113000849.html)

[cxxxi https://www.youtube.com/watch?v=VGuS13eJhb8](https://www.youtube.com/watch?v=VGuS13eJhb8)

[cxxxii](#)

<http://boeing.mediaroom.com/2012-06-14-Boeing-Selects-Elbit-Systems-to-Provide-Low-profile-Head-up-Display-for-Fighter-Jet-Advanced-Cockpit-System>

[cxxxiii](#)

<https://www.calcalistech.com/ctech/articles/0,7340,L-3736125,00.html>

[cxxxiv](#)

<https://bdsmovement.net/news/elbit-systems-unit-general-dynamics-uav-joint-venture>

[cxxxv](#)

<https://www.army-technology.com/news/ashok-leyland-elbit-military-vehicles/>

[cxxxvi](#) Info on arms fairs from <http://elbitsystems.com/>, http://armyrecognition.com/may_2018_global_defense_security_army_news_industry/elbit_systems_of_australia_delivers_thermal_weapon_sights_to_adf.html and

<https://www.caat.org.uk/search?q=elbit>

[cxxxvii](#)

<https://www.calcalistech.com/ctech/articles/0,7340,L-3736125,00.html>

[cxxxviii](#)

https://www.stopthewall.org/sites/default/files/Elbit2014update_0.pdf

[cxxxix](#) <https://bdsmovement.net/military-embargo>

[cxl](#)

<http://livefromoccupiedpalestine.blogspot.com/2014/08/activists-lock-down-israeli-war.html>

[cxli](#)

<https://bdsmovement.net/news/elbit-systems-loses-key-brazil-deal-over-palestine-protests>

[cxlii](#)

<https://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cs%E2%80%9D-bds-lessons-elbit-systems-campaign>

[cxliii](#)

<https://dronewars.net/2010/06/28/protest-at-parc-aberporth/>

[cxliv](#)

<https://bdsmovement.net/news/barclays-bank-no-longer-listed-elbit-systems-shareholder>

[cxlv](#)

<https://www.nasdaq.com/symbol/eslt/institutional-holdings?page=5>

[cxlvi](#)

<https://electronicintifada.net/blogs/asa-winstanley/hsbc-crucial-link-oppression-palestinians>

[cxlvii](#)

<https://www.independent.co.uk/news/business/news/hsbc-agm-protests-israel-government-arms-companies-investment-war-on-want->

a8314396.html

[cxlvi](#)

<https://www.theguardian.com/world/2017/sep/11/over-100-arrested-for-blocking-firms-setting-up-stands-at-london-arms-fair>

[cxlix](#)

<https://dronecampaignnetwork.wordpress.com/2014/09/23/breaking-news-rooftop-action-at-thales-in-glasgow/> and

http://www.youtube.com/watch?v=G2KkW_gfjLM

[cl](#) <https://blog.caat.org.uk/2015/08/13/what-is-elbit-hiding/>

[cli](#)

<https://blog.caat.org.uk/2015/10/28/stop-elbit-victory-no-arms-company-expansion-in-east-kent/>

[clii](#)

<https://electronicintifada.net/blogs/asa-winstanley/case-dropped-against-protesters-who-cost-elbit-drone-parts-factory-280000>

[cliii](#)

<https://www.ibtimes.co.uk/staffordshire-israeli-drone-maker-elbit-loses-injunction-blocking-gaza-protests-1526312>

[cliv](#)

<https://www.aljazeera.com/news/2017/08/uk-palestine-activists-face-prison-elbit-protest-170820092235141.html> and

<http://www.psc-manchester.org.uk/event/elbit-2-court-case/>

[clv](#) <https://www.youtube.com/watch?v=tC10iwCPIFw>

[clvi](#)

<https://www.brightonpsc.org/local-news-reports/protest-at-thales-arms-factory-in-crawley-as-part-of-national-action-against-israeli-arms-giant-elbit>

[clvii](#)

<https://corporateoccupation.org/2018/05/24/as-israeli-arms-com>

pany-elbit-expands-activists-resistance-grows/

[clviii](#)

<https://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cs%E2%80%9D-bds-lessons-elbit-systems-campaign>

[clix](#)

<https://www.middleeastmonitor.com/20170626-bds-france-disrupts-israels-elbit-systems-exhibition-at-paris-air-show/>

[clx](#)

<https://www.sumofus.org/media/demonstration-at-axas-annual-general-meeting-with-bds-france/>

[clxi](#)

<https://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cs%E2%80%9D-bds-lessons-elbit-systems-campaign>

[clxii](#) Rosa Luxemburg Foundation(2014).

Traduction : SF et MUV pour BDS France et l'AURDIP

Source : Corporate Watch

Interview de Shir Hever – Université d'été 2018 – Grenoble

Shir Hever est économiste, journaliste et écrivain israélien

« AXA, n'assurez pas l'apartheid israélien », à Clermont-Ferrand

De 15 à 20 militants AFPS, Attac, BDSF, CGT, LDH, Solidaires se sont rassemblés le 6 décembre 2018 devant deux agences AXA du centre ville de Clermont-Ferrand, avec deux grandes banderoles, des drapeaux, des [tracts cosignés par les 6 organisations](#), et des cartes postales à envoyer au président d'AXA France. Ils ont demandé à AXA de mettre fin à ses investissements dans les banques israéliennes complices de la colonisation des territoires palestiniens, et dans la firme Elbit Systems qui fournit l'armée israélienne pour ses opérations meurtrières à Gaza.



Une déambulation derrière nos banderoles a eu lieu sur près d'un km en centre ville pour passer d'une agence à l'autre, via la place de Jaude. Un dossier expliquant les raisons et les objectifs de la campagne a été remis aux deux directeurs d'agences. Il a aussi été envoyé à 4 autres agences de Clermont-Ferrand et 3 agences d'Issoire (63).



L'action s'est terminée en déployant nos banderoles et distribuant nos tracts (800 au total) devant l'entrée du centre commercial voisin, où de nombreux passants, souvent jeunes, se pressaient en cette période d'avant Noël. L'accueil a été excellent de la part de nombreuses personnes, qui souvent découvraient l'investissement d'AXA dans l'apartheid israélien, étaient ouverts à la discussion, nous ont

chaudement encouragés et ont signé 48 cartes postales que nous enverrons au Président d'AXA France (des dizaines d'autres cartes ont été prises par celles/ceux qui ont souhaité les envoyer par eux-mêmes).

Le récipiendaire du prix Nobel soutient le mouvement BDS pour les droits palestiniens et la fin de l'aide militaire à Israël

5 octobre 2018

Un prix Nobel a été décerné à George P. Smith, scientifique renommé et défenseur de longue date des droits palestiniens, qui soutient le mouvement BDS et a appelé à la fin de l'aide militaire américaine à Israël. Le mouvement BDS félicite le professeur Smith.

Un prix Nobel a été [décerné](#) à George P. Smith, scientifique renommé et défenseur de longue date des droits palestiniens, qui soutient le mouvement BDS et a appelé à la fin de l'aide militaire américaine à Israël. Le mouvement BDS félicite le professeur Smith.

Dr. Samia Botmeh, doyenne de l'université Birzeit en Cisjordanie palestinienne occupée et militante importante dans la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturelle d'Israël (PACBI), a déclaré :

« Félicitations au professeur George P. Smith pour avoir obtenu le prix Nobel de chimie 2018. Ses engagements de principe sont évidents autant dans son travail scientifique pour protéger la vie humaine que dans son soutien au mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour les droits palestiniens.

Le professeur Smith s'est constamment exprimé contre les violations flagrantes par Israël des droits humains palestiniens et a fait la démarche extrêmement importante d'appeler son gouvernement, aux Etats-Unis, à mettre fin aux ventes d'armes à l'armée israélienne. Son appel à mettre un terme à l'aide militaire à Israël n'est pas seulement profondément éthique, c'est aussi une forme critique et efficace de solidarité que nous espérons voir se multiplier. Le gouvernement américain devrait investir dans les besoins humains, comme la santé, l'éducation et un travail décent, plutôt que de donner à Israël 3, 8 milliards de dollars par an d'aide militaire pour réprimer et détruire la vie palestinienne.

Merci, Professeur Smith, pour votre inspirante solidarité. »

Le comité national palestinien BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement global de Boycott, désinvestissement et sanctions pour les droits palestiniens.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction: C.G pour BDS France

Stand AFPS 63, BDS et débat sur l'Europe à la fête de l'Huma 63

Samedi 23 juin sous un soleil estival s'est tenue à Cournon d'Auvergne la fête de l'Huma 63. Comme lors des éditions précédentes l'afps 63 tenait un stand. Cette année l'accent a été mis sur Gaza et la marche du retour et sur les prisonniers palestiniens (avec la mise à disposition de tous les participants au repas -près de 250- de notre [tract ci-joint, sur les prisonniers politiques](#)) et sur la nécessité de BDS.

Au cours du débat, qui portait sur les questions européennes, en présence d'André Chassaigne et du parlementaire allemand Thomas Nord, du parti Die Linke (La Gauche), l'afps est intervenue pour rappeler qu'il existe un accord d'Association UE/Israël, qui stipule dans son article 2 que ses dispositions se fondent sur le respect des droits de l'homme, mais que malgré cette clause et face à la dérive fascisante de la politique israélienne cet accord n'est toujours pas suspendu. Par ailleurs l'afps a rappelé que l'Union européenne finance des infrastructures en Palestine, dont plusieurs ont été détruites ou gravement endommagées par les colons ou l'armée israélienne sans que l'UE ne demande de comptes à Israël.

A la fin du débat l'afps 63 a distribué une cinquantaine de cartes « libérez Salah Hamouri » en demandant qu'un maximum soit envoyé à Mr Macron dans les prochains jours afin d'obtenir la libération de Salah le 30 juin (fin de la détention administrative). Sur le stand, des dizaines de signatures, très spontanées, de la pétition demandant la suspension de l'accord UE/Israël et toujours un gros succès pour l'huile d'olive et les keffiehs de Palestine (près de 200 euros de ventes).



Protestations contre le saccage colonial des vignes d'Halhul, et vœu de la municipalité de Clermont-Ferrand demandant des sanctions.

Les associations qui soutiennent depuis plusieurs années une coopérative agricole productrice de jus de raisin (AL SANABEL) à Halhul dans la région d'Hébron ont été alertées sur les exactions de colons israéliens en mai 2018.

Des colons ont coupé 1.300 ceps de vignes dans des vignobles appartenant entre autres à des membres de ladite coopérative. Ces destructions ont été commises à seulement 300 mètres de miradors de l'armée israélienne qui ferme les yeux.

Cette coopérative bénéficie du soutien de l'Agence Française de Développement et de nombreuses collectivités françaises, dont la municipalité de Clermont-Ferrand, ainsi que de plusieurs groupes AFPS.

L'objectif de ce projet est de promouvoir la production de raisin dans la région pour un meilleur revenu des paysans et une mise en valeur du territoire incitant les jeunes à

cultiver leurs terres.

Ces destructions visent à l'évidence à saboter le travail des paysans palestiniens, à les décourager, à leur nuire et à les provoquer.

Suite à ces saccages, l'AFPS 63 (comme d'autres groupes AFPS) a écrit le 29 mai 2018 au Ministre Le Drian pour demander des sanctions (voir [lettre ci-jointe](#)), et en a informé les élu-e-s de Clermont-Ferrand. Ceux-ci ont voté un vœu le 22 juin 2018, demandant au Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères :

« – d'intervenir auprès du gouvernement israélien pour dénoncer ces pratiques odieuses qui visent

indirectement les efforts de la Coopération française

– de demander aux autorités israéliennes de faire cesser de tels actes et d'exiger réparation de ces

méfais par les auteurs

– de prendre des sanctions concrètes si ces autorités ne réparaient pas. » (voir [texte complet ci-joint](#)).

Ce vœu a été adopté par 24 voix pour, 9 contre, 2 abstentions et 18 NPPV. Les voix POUR étaient celles des 14 élu-e-s FdG-FI-EELV ayant déposé le vœu, de 5 Génération.s et 3 PS (sur un total de 18 PS et apparentés) et 2 tendance Macron (sur un total de 4). Les voix CONTRE, celles de la droite. Le maire PS n'a pas pris part au vote.

Les prises de parole et le vote sont visibles entre 6h31 et 6h37 sur

Ce vœu a été relaté de façon détaillée dans [La Montagne du 23 juin 2018](#)

Ce conseil municipal a aussi rendu hommage (vidéo entre 28 et 35 min) au docteur Alain Laffont, décédé récemment, qui a consacré sa vie à la médecine dans les quartiers défavorisés et à la lutte pour la justice sociale en France, et a largement contribué à la lutte contre l'apartheid en Palestine et pour le boycott de l'État israélien, notamment dans la Coalition BDS 63.

Conseil municipal de Glasgow: Ne faites pas la promotion des machines à tuer de l'apartheid israélien!

14 juin

Envoyez une lettre au Conseil municipal de Glasgow pour qu'il mette fin à son soutien de la Undersea Defence Technology Fair [Salon de la technologie de défense sous-marine] où sera faite la promotion des armes israéliennes !

Du 26 au 28 juin, le Conseil municipal de Glasgow parrainera le [Salon de la technologie de défense sous-marine](#), un salon militaire présentant des entreprises qui alimentent les guerres et l'oppression militaire dans le monde, y compris des compagnies militaires israéliennes.

Les compagnies d'armes israéliennes sont régulièrement

présentes dans les salons d'armement européens afin d'essayer d'exporter les tactiques répressives et le militarisme d'Israël. Il faut y mettre un terme.

Le Salon liste « Israel Defense », une entreprise de médias qui promeut l'industrie des armes d'Israël, comme partenaire média officiel. La compagnie israélienne DSIT Solutions, qui facilite la siège naval illégal de Gaza, [sera aussi présente au Salon](#). Les compagnies d'armement israéliennes commercialisent régulièrement leurs armes comme « testées au combat » ou « testées sur le terrain », ce qui signifie qu'elles sont testées sur les corps palestiniens et ensuite exportées pour promouvoir l'oppression dans le reste du monde.

Le Salon de l'armement de Glasgow a été condamné par des militants de la paix dans toute l'Écosse pour sa promotion du commerce des armes et ses liens à Trident, le programme britannique pour le développement, l'approvisionnement et l'exploitation des armes nucléaires. BAE Systems et Babcock International, deux compagnies impliquées dans Trident, subventionnent aussi le Salon.

Envoyez une lettre à Susan Aitken, présidente du Conseil municipal de Glasgow, pour mettre un terme au parrainage du Conseil à ce Salon militaire ! Conseil municipal de Glasgow, ne subventionnez pas les violations des droits humains de l'apartheid israélien !

[#UDT2018](#) #StopArmingIsrael

—Traduction du texte de la lettre, à signer en ligne :

Chère Susan Aitken,

Nous vous demandons instamment de mettre un terme au soutien du Conseil municipal de Glasgow pour le Salon de la technologie de défense sous-marine, un salon militaire présentant des entreprises qui alimentent les guerres et l'oppression militaire dans le monde, y compris des compagnies

militaires israéliennes. Il doit avoir lieu à Glasgow du 26 au 28 juin.

Les compagnies d'armement israéliennes commercialisent régulièrement leurs armes comme « testées au combat » ou « testées sur le terrain », ce qui signifie qu'elles sont testées sur les corps palestiniens et ensuite exportées pour promouvoir l'oppression dans le reste du monde.

Au cours des trois derniers mois, les forces israéliennes ont tué plus de 117 manifestants palestiniens non-armés, dont 13 enfants, et blessé plus de 13000 autres, en laissant beaucoup avec des handicaps qui ont changé leur vie. Amnesty International a condamné la politique israélienne du « tirer-pour-tuer-ou-mutiler » et Human Rights Watch a décrit les massacres comme « illégaux et calculés ».

Le Salon de l'armement de Glasgow a déjà été condamné par des militants de la paix dans toute l'Ecosse pour sa promotion du commerce des armes et ses liens à Trident, le programme britannique pour le développement, l'approvisionnement et l'exploitation des armes nucléaires. BAE Systems et Babcock International, deux compagnies impliquées dans Trident, figurent aussi parmi les principaux sponsors du Salon.

Israël a testé sur des civils sa technologie mortelle, dont les gaz lacrymogènes et les drones armés, et exporte maintenant sa tactique répressive.

Le parrainage par le Conseil municipal de Glasgow de ce salon d'armement, qui montrera l'armement israélien utilisé dans le blocus de Gaza, le rend complice des violations israéliennes des droits palestiniens.

Mme Aitken, ne faites pas la promotion des machines à tuer d'Israël. Mettez fin au parrainage du Salon de la technologie de défense sous-marine par le Conseil municipal de Glasgow !

—

Pour signer cette lettre, ajoutez votre nom ici :

<https://bdsmovement.net/news/glasgow-city-council-don't-promote-israeli-apartheid's-killing-machines>

Source: [BDS Movement](#)

Traduction: C.G pour BDS France

BDS France très présent les 11 et 13 juin 2018 contre le salon de l'armement Eurosatory

[English below]

Le salon **Eurosatory** est le plus grand salon international de l'armement, il a lieu tous les 2 ans au Parc des Expositions de Villepinte et reçoit un nombre impressionnant de professionnels des marchés de la mort.

Il suscite la mobilisation de nombreuses associations anti-guerres.

Une dizaine de militant-e-s de BDS France y sont intervenu-e-s vivement les 11 et 13 juin, avec un tract basé sur [ce communiqué](#)

avec notre banderole « *Israël teste ses armes sur les Palestiniens* »

et avec des visuels « *Embargo militaire contre Israël* ».

Nous avons pris la parole pour dénoncer la forte présence des stands israéliens, appeler à l'embargo militaire contre Israël, aux campagnes visant les implications des sociétés AXA et HP et au boycott de la Saison croisée France Israël

Le 11 juin il y avait aussi le Mouvement de la Paix, les Quakers, les groupes locaux parisiens de l'AFPS, les Désobéissants, etc ... et la « Fanfare invisible ». Notre tract était cosigné par les groupes locaux de l'AFPS Paris-Sud et Paris 14-6 et nous avons aussi la banderole commune BDS France/AFPS « Non à la coopération militaire et sécuritaire entre la France et Israël ».

Des intervenant-e-s ont longuement lu et interprété des poèmes anti-guerre et pacifistes et la Fanfare invisible a été bien appréciée (interprétation de notamment « Bella ciao »).

Le 13 juin nous étions avec les initiatrices et d'autres militant-e-s engagé-e-s dans les associations premières signataires de [cette tribune](#).

À chaque fois, les 11 et 13 juin, le soutien de nos partenaires à la Palestine était très marqué – en raison des derniers massacres à Gaza.

À chaque fois il y a eu un « die in », une projection de faux sang pour symboliser les crimes des marchands d'armes, et une vive interpellation des visiteurs qui sortaient du salon par « *Shame on you* » (= Honte à vous)

ou « *Your businesses are death* » (= Vos affaires sont la mort)

À chaque fois nous lançons les mots d'ordre :

Embargo militaire contre Israël !

Israël teste ses armes sur les Palestiniens !

État d'Israël État criminel Boyycott !

Israël criminel, Macron complice !

Israël Apartheid Boycott !

Israël modèle sécuritaire, on n'en veut pas !

Pas de paix dans le monde sans justice en Palestine !

Concernant le 13 juin signalons les faits suivants :

Nos partenaires ont lancé aussi les slogans :

Free, free Palestine !

Le commerce d'armes, ça suffit !

Les ventes à Israël, ça suffit !

Bombarder le Yémen, ça suffit !

Profiter de la guerre, ça suffit !

Massacrer des civils, ça suffit !

Répression policière, ça suffit !

Bombarder la Syrie, ça suffit!

Non, non, aux profits sur les conflits !

Vers la seconde partie de l'après-midi nous avons eu une très forte visibilité de nos interventions du fait des aléas de la grève des transports, la police ayant décidé pour des raisons de régulation de concentrer les départs des participants au salon par « gros paquets » regroupés au sommet de l'escalier d'accès au salon !

Il est intéressant de noter que si la grande majorité des participants au salon que nous avons vivement interpellés était sans état d'âme, nous avons quand même réussi à

déstabiliser une minorité non négligeable, qui nous soutenait discrètement.

Un participant nous a même glissé le billet que vous pouvez lire sur l'album photo du 13 juin !

- [Voir les photos du 11 juin](#)

- **Et des photos, vidéos et enregistrements Twitter du 13 juin :**

<https://photos.app.goo.gl/GxtUcGXXe3fpsHnK9>

[Que cessent les guerres-Stop vente d'armes](#)

<https://twitter.com/Campagnebds/status/1007280336538042368>

<https://twitter.com/Campagnebds/status/1007271792233385984>

<https://twitter.com/parisayotzi/status/1006928353755123712?s=21>

<https://twitter.com/mwasicollectif/status/1006913188384923648?s=21>

<https://twitter.com/campagnebds/status/1006892330702401536?s=21>

**Strong presence of BDS France on 11 and 13 June 2018 at the
Eurosatory weapons fair**

The Eurosatory fair is the world's largest international weapons fair, which takes place every two years at Villepinte in France and welcomes an impressive number of companies involved in the death industry.

It regularly provokes protests by numerous anti-war

associations.

A group of BDS France activists carried out actions there on 11 and 13 June, with a tract based on this communique:

<https://www.bdsfrance.org/salon-de-larmement-a-villepinte-saison-croisee-france-israel-halte-a-la-cooperation-militaire-et-securitaire-et-au-blanchiment-des-crimes-disrael/>

together with our banner “Israel tests its weapons on the Palestinians” and “Military Embargo of Israel” visuals.

We made statements denouncing the large presence of Israeli stands and called for the military embargo of Israel, for campaigns against the involvement of the firms AXA and HP, and for the boycott of the joint ‘France-Israel Season’ scheduled from June to November 2018.

On 11 June, others present included the Mouvement de la Paix (Peace Movement), the Quakers, Paris branches of the AFPS (France-Palestine Solidarity Association), Les Désobéissants (the Disobedient Ones) and the “Invisible Fanfare”. Our tract was co-signed by the local AFPS groups of Paris-South and Paris 14-6 and we also had a joint BDS France/AFPS banner: “NO to military and security cooperation between France and Israel”.

Activists read and acted out anti-war and pacifist poems and the invisible fanfare was much appreciated (notably the rendition of « Bellaciao »).

On 13 June, we acted together with the initiators and other activists involved with the initial signatory associations of the press article (English version beneath the French):

<https://blogs.mediapart.fr/quecessentlesguerres/blog/100518/non-au-salon-de-larmement-en-france?utm>

On both occasions, our partners displayed strong

support to Palestine, following the recent massacres in Gaza.

On each occasion there was a “die in”, fake blood was splashed to symbolise the crimes of the arms merchants, and on their exit from the fair visitors were greeted with loud shouts of “Shame on You! » and “Your business is Death! ».

Each time we chanted the slogans:

Military embargo of Israel!

Israel tests its weapons on the Palestinians!

State of Israel, criminal state – Boycott!

Criminal Israel, Macron accomplice!

Boycott Apartheid Israel!

Israel the security model, we don't want it!

No world peace without justice in Palestine!

On 13 June, our partners also chanted these slogans:

Free, free Palestine!

The arms trade, that's enough!

Sales to Israel, that's enough!

Bombing Yemen, that's enough!

War profiteering, that's enough!

Slaughtering civilians, that's enough!

Police repression, that's enough!

Bombing Syria, that's enough!

NO to profiteering from conflicts!

During the second part of that afternoon, our actions were highly visible because, due to disruptions caused by the transport strike, the police had decided to regiment the departure of participants at the fair and large groups of them had to wait at the top of the steps that gave access to the fair.

It is interesting to note that, if the great majority of participants at the fair were unmoved by our vigorous actions, we nevertheless succeeded in destabilising a not negligible minority, who discreetly supported us. One participant even slipped a note to us, which is included in the photo album of 13 June.

Photos of 11 June: <https://photos.app.goo.gl/7xSUstkRLFyNtWEfA>

And some photos, videos and Twitter shots of 13 June:

<https://photos.app.goo.gl/GxtUcGXXe3fpsHnK9>

[Que cessent les guerres-Stop vente d'armes](#)

<https://twitter.com/Campagnebds/status/1007280336538042368>

<https://twitter.com/Campagnebds/status/1007271792233385984>

<https://twitter.com/parisayotzi/status/1006928353755123712?s=21>

<https://twitter.com/mwasicollectif/status/1006913188384923648?s=21>

<https://twitter.com/campagnebds/status/1006892330702401536?s=21>

Israël : il faut un embargo sur les armes car l'armée, illégalement, tue et mutilé les manifestants à Gaza

Amnesty International a réitéré son appel aux gouvernements du monde entier pour qu'ils imposent un embargo total sur les armes à Israël, après la façon dont ce pays a réagi aux manifestations de masse le long de la frontière qui sépare la bande de Gaza d'Israël.

Amnesty International – 27 avril 2018

Israël commet une agression meurtrière contre les Palestiniens qui manifestent, avec ses forces armées qui tuent et mutilent des manifestants qui ne représentent pour eux aucune menace imminente, a révélé aujourd'hui Amnesty International en se basant sur ses dernières recherches, alors que les manifestations de la « Grande Marche du retour » se poursuivent dans la bande de Gaza.

L'armée israélienne a tué 35 Palestiniens et en a blessés plus de 5500 – certains avec ce qui semble être des blessures entraînant des invalidités permanentes infligées délibérément – lors des manifestations hebdomadaires du vendredi commencées le 30 mars.

Amnesty International a réitéré son appel aux gouvernements du monde entier pour qu'ils imposent un embargo total sur les armes à Israël, après la façon dont ce pays a réagi aux manifestations de masse le long de la frontière qui sépare la

bande de Gaza d'Israël.

« Durant quatre semaines, le monde a vu avec horreur les tireurs d'élite et d'autres soldats israéliens, en tenue de protection complète et postés derrière la clôture, attaquer les manifestants palestiniens avec des balles réelles et des gaz lacrymogènes. En dépit d'une large condamnation internationale, l'armée israélienne n'a pas renoncé à ses ordres illégaux de tirer sur des manifestants désarmés » affirme Magdalena Mughrabi, directrice régionale adjointe pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Amnesty International.

« Le temps des déclarations symboliques de condamnation est dépassé. La communauté internationale se doit d'agir concrètement et d'arrêter de livrer des armes et des équipements militaires à Israël. Y faillir la ferait continuer à alimenter les violations graves des droits humains contre ces milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui souffrent des conséquences de la vie sous le blocus cruel de Gaza par Israël. Cette population ne fait que manifester contre des conditions insupportables pour elle, et exiger le respect de son droit au retour dans ses foyers et villes dans ce qui est devenu Israël ».

Les États-Unis sont de loin le principal fournisseur d'Israël en équipements et technologies militaires, avec l'engagement de fournir pour 38 milliards de dollars d'aides militaires au cours des dix prochaines années. Mais d'autres pays, notamment des États membres de l'Union européenne, comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, ont eux aussi autorisé de grandes quantités d'équipements militaires pour Israël.

Des manifestants tués dans le dos

Dans la plupart des cas mortels analysés par Amnesty International, les victimes ont été touchées dans la partie

haute du corps, notamment la tête et la poitrine, et certaines dans le dos. Des témoins oculaires, des vidéos et des photographies apportent la preuve que beaucoup ont été tuées ou blessées de façon délibérée alors qu'elles ne représentaient aucune menace immédiate pour les soldats israéliens.

Parmi les victimes figure le footballeur Mohammad Khalil Obeid, 23 ans, atteint par des balles dans les deux genoux alors qu'il se filmait, le dos tourné à la clôture frontalière, lors d'une manifestation à l'est du camp Al-Breij, le 30 mars.

La vidéo, publiée sur les médias sociaux, montre l'instant où il a été abattu. Dans le film, il apparaît dans une zone à l'écart, loin de la clôture, et semble ne constituer aucune menace pour la vie des soldats israéliens. Aujourd'hui, il a besoin d'une opération pour remplacer ses genoux et lui permettre de remarcher.

« En tant que joueur palestinien, ma vie a été détruite... Je rêvais de jouer au football à l'étranger, et de hisser le drapeau palestinien à l'étranger (pour montrer) que nous ne sommes pas des terroristes », a-t-il déclaré à Amnesty International.

« Nous voulions transmettre notre message à toutes les organisations, à tous les pays et chefs d'États, pour qu'ils voient ce qui nous arrive, parce que personne ne l'accepterait, où que ce soit dans le monde ».

Des blessures jamais vues depuis la guerre

Des médecins d'hôpitaux européens et de l'hôpital Shifa à Gaza ont déclaré à Amnesty International que beaucoup des graves blessures dont ils ont été les témoins touchent les membres inférieurs, notamment les genoux, typiques de blessures de guerre, et qu'ils n'avaient pas vues depuis le conflit de 2014 contre Gaza.

Beaucoup ont subi des lésions osseuses et tissulaires, ainsi que des plaies importantes mesurant entre 10 et 15 millimètres, et ils devront faire face à de nouvelles complications, infections et à certaines formes de d'incapacité physiques, telles que la paralysie ou l'amputation. Les informations faisant état d'un nombre élevé de blessures aux genoux, ce qui augmente la probabilité de la fragmentation des balles, sont particulièrement préoccupantes. Si cela était avéré, cela voudrait dire que l'armée israélienne avait l'intention d'infliger des blessures entraînant des invalidités permanentes.

Les médecins ont dit également avoir observé un autre type de blessures dévastatrices, caractérisées par de grandes cavités internes, avec du plastique laissé à l'intérieur du corps mais sans plaies extérieures.

Selon des experts militaires, et un pathologiste en médecine légale, qui ont examiné les photos de ces blessures obtenues par Amnesty International, beaucoup de ces blessures observées par les médecins dans Gaza correspondent à des blessures causées par les fusils Tavor, fusils à haute vitesse et de fabrication israélienne qui utilisent des munitions de guerre de calibre 5,56 mm. D'autres blessures portent la marque des fusils pour tireurs d'élite M24 Remington, de fabrication états-unienne, qui tirent des balles de chasse de calibre 7,62 qui se développent et se propagent à l'intérieur du corps.

Selon une récente déclaration de Médecins sans frontières, la moitié des plus de 500 patients admis dans leurs cliniques ont été soignés pour des blessures « *où la balle avait littéralement détruit les tissus après avoir pulvérisé l'os* ». Cette information a été confirmée tant par des ONG humanitaires que par des témoignages recueillis auprès de médecins par des groupes palestiniens de défense des droits de l'homme à Gaza.

« La nature de ces blessures montre que les soldats israéliens

utilisent des armes militaires à grande vitesse, conçues pour causer le maximum de dommages à des manifestants palestiniens qui ne représentent aucune menace imminente pour eux. Ces tentatives apparemment délibérées pour tuer et mutiler sont profondément préoccupantes, sans parler de leur totale illégalité. Certains de ces cas semblent équivaloir à des meurtres volontaires, ce qui constitue une grave violation des Conventions de Genève et un crime de guerre » affirme Magdalena Mughrabi.

« À moins qu'Israël ne garantisse des enquêtes efficaces et indépendantes, conduisant à des poursuites pénales contre les responsables, la Cour pénale internationale se doit d'ouvrir une enquête officielle sur ces meurtres et blessures graves, en tant que possibles crimes de guerre, et de veiller à ce que leurs auteurs soient traduits en justice ».

Selon le ministère de la Santé de Gaza, au 26 avril, le nombre total des blessés est estimé à 5511 – 592 enfants, 192 femmes et 4727 hommes – avec 1738 blessures par balles réelles. Environ la moitié des personnes admises dans les hôpitaux souffraient de blessures aux jambes et aux genoux, tandis que 225 autres avaient été touchées au cou et à la tête, 142 autres l'étaient dans l'abdomen et le bassin, et 115 dans la poitrine et le dos. Jusqu'à présent, les blessures ont entraîné 18 amputations.

Quatre enfants âgés entre 14 et 17 ans font partie de ces morts à la suite de blessures durant les manifestations. Deux journalistes ont également été tués par balles, alors qu'ils portaient tous deux des gilets de protection qui les identifiaient clairement comme membres de la presse, et plusieurs autres ont été blessés.

Les hôpitaux de Gaza ont eu du mal à faire face à ce grand nombre de victimes en raison des pénuries de fournitures médicales, d'électricité et de carburant, causées par le blocus israélien et exacerbées par la division intra-

palestinienne. Dans le même temps, Israël a retardé ou refusé le transfert de certains patients qui avaient besoin d'urgence d'un traitement médical spécialisé disponible en d'autres parties des territoires palestiniens, en raison de leur participation aux manifestations.

Dans un cas documenté par Amnesty International, un journaliste de 20 ans, Yousef all-Kronz, a dû être amputé de la jambe gauche après que les autorités israéliennes lui ont refusé l'autorisation de se rendre à Ramallah, en Cisjordanie occupée, pour y recevoir des soins en urgence. Il a finalement été autorisé à partir pour une opération qui lui a sauvé son autre jambe, après une intervention juridique de groupes de défense des droits humains.

Des auxiliaires médicaux de Gaza ont fait part à Amnesty International de leurs difficultés à évacuer les manifestants blessés à cause des grenades lacrymogène lancées par l'armée israélienne à proximité des hôpitaux de campagne.

Des meurtres illégaux et des blessures entraînant des invalidités permanentes

Les organisateurs de la « Grande Marche du retour » ont déclaré à plusieurs reprises que les manifestations ont des intentions pacifiques, et qu'il s'agit pour l'essentiel de sit-in, concerts, jeux sportifs, discours et autres activités pacifiques.

Malgré cela, l'armée israélienne a renforcé ses effectifs – déployant chars, véhicules militaires, soldats et tireurs d'élite le long de la clôture de Gaza – et elle a donné l'ordre de tirer sur quiconque se trouvait dans un rayon de plusieurs centaines de mètres de la clôture.

Si quelques manifestants ont tenté de s'approcher de la clôture, lancé des pierres ou des pneus brûlés en direction de soldats israéliens, des vidéos de médias sociaux et des témoignages oculaires recueillis par Amnesty International,

des groupes palestiniens et israéliens des droits humains, montrent que les soldats israéliens ont tiré sur des manifestants non armés, des passants, des journalistes et des équipes médicales qui se trouvaient à environ 150–400 mètres de la clôture, alors qu'ils ne représentaient aucune menace.

Dans un recours demandant à la Cour suprême israélienne d'ordonner à l'armée israélienne de cesser d'utiliser des balles réelles pour disperser les manifestants, les groupes des droits de l'homme Adalah et Al Mezan en ont apporté la preuve avec 12 vidéos publiées sur les médias sociaux qui montrent des manifestants non armés, dont des femmes et des enfants, pris pour cibles par l'armée israélienne. En certains cas, les gens sont abattus alors qu'ils brandissent le drapeau palestinien ou qu'ils courent pour s'éloigner de la clôture.

Une vidéo largement diffusée sur les médias sociaux montre Abd Al-Fattah Abd Al-Nabi, 19 ans, abattu le 30 mars alors qu'il s'éloigne de la clôture en tenant un pneu, le dos tourné aux soldats israéliens. Il a été tué d'une balle dans la nuque. Le vendredi 20 avril, Mohammad Ayyoub, 14 ans, a lui aussi été tué par une balle dans l'arrière de la tête.

Le contexte

Au cours des onze dernières années, les civils de la bande de Gaza ont souffert des conséquences dévastatrices du blocus illégal d'Israël, et de trois guerres. Avec, comme résultat, une économie de Gaza qui a fortement déclinée, laissant sa population presque entièrement dépendante de l'aide internationale. Gaza a maintenant le taux de chômage le plus élevé au monde avec 44 %. Quatre ans après le conflit de 2014, quelque 22 000 personnes sont toujours déplacées.

En janvier 2015, le bureau de la procureure de la Cour pénale internationale a ouvert un examen préliminaire de la situation dans les territoires palestiniens occupés, examinant plus particulièrement les allégations de crimes commis depuis le 13

juin 2014.

Amnesty International a également demandé à tous les États d'imposer un embargo total sur les armes à Israël, ainsi qu'aux groupes armés palestiniens, dans le but d'empêcher les violations du droit humanitaire international et des droits de l'homme par toutes les parties.

Depuis le 30 mars, en plus des manifestants, sept autres Palestiniens ont été tués par des frappes aériennes israéliennes, des tirs d'artillerie ou des munitions de guerre, notamment un agriculteur qui moissonnait sur ses terres près de la clôture, et six membres de groupes armés palestiniens.

Source: [Amnesty International](#)

Traduction : JPP pour BDS France

Appel à action: Gaza assiégée mais pas seule ! Développons un embargo militaire

Cher supporteur,

Comme toi, nous sommes témoins du massacre qu'Israël poursuit contre des manifestants palestiniens non armés à Gaza. Avec leurs manifestations qui nous inspirent, ils protestent contre douze ans de siège d'Israël et réclament le droit au retour

dans leurs maisons, droit sanctionné par l'ONU mais dont ils ont été privés sous le coup d'un nettoyage ethnique.

Les militants de Gaza demandent : « Que fait le monde pendant que le massacre perpétré par Israël est transmis en direct ? » Il nous revient d'assurer qu'ils ne soient pas seuls face aux crimes d'Israël.

Nous devons diriger notre colère à l'égard des atrocités d'Israël vers des actions destinées à établir la responsabilité d'Israël. Ensemble nous pouvons intensifier les campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS)

Notre stratégie concrète, solidaire enverra un message puissant de soutien aux Palestiniens de Gaza : Vous n'êtes pas seuls et nous agissons pour tenir Israël responsable de ses meurtres de manifestants palestiniens.

Renforcer, faire entrer dans la norme et populariser l'appel palestinien pour un embargo militaire à double sens sur Israël est la réponse la plus efficace au massacre qu'Israël est en train de mener. Cela veut dire agir pour mettre fin à toutes les ventes et à tous les achats d'armes depuis Israël et vers Israël et mettre fin aux partenariats militaires et policiers avec l'État d'Israël.

Le Comité National BDS, qui est la coalition la plus large de la société civile palestinienne, en appelle aux gens de conscience, aux syndicats, aux municipalités, aux partis politiques, aux mouvements sociaux, aux groupes étudiants, aux universitaires, aux artistes, aux églises et aux groupes LGBTQ du monde pour :

- **Prévoir des actions d'intensification et d'amplification des campagnes** liées à l'appel pour mettre fin aux liens militaires et sécuritaires avec Israël. Par exemple, une manifestation contre G4S, HP ou des banques complices (comme Axa et HSBC) et des compagnies ayant des liens militaires, développer des campagnes pour mettre fin aux

partenariats avec la police d'Israël, comme la [Deadly Exchange campaign](#), (Campagne sur les échanges mortels) etc.

Mettez le hashtag **#MilitaryEmbargo** ou **#StopArmingIsrael**.

- **Demander une prise de position et/ou un débat sur un embargo militaire contre Israël à votre Parlement ou Congrès** : faites pression sur vos partis politiques, représentants élus et votre gouvernement pour rompre les liens militaires avec Israël.

- **Faire passer une motion exigeant un embargo militaire contre Israël dans votre conseil municipal, votre église, votre syndicat ou tout autre organisation de la société civile**. Ces motions sont essentielles pour populariser l'exigence d'embargo militaire à l'égard d'Israël, une exigence que nous pouvons construire de façon durable à partir de la base.

- **Organiser des manifestations pour faire pression sur votre gouvernement** : mobilisez les manifestations pour faire pression sur votre gouvernement pour qu'il mette fin à ses liens militaires et sécuritaires avec Israël.

- **Écrivez dans la presse locale pour expliquer pourquoi vous soutenez un embargo militaire**.

Pour plus d'information, [rendez-vous sur la page](#) de la campagne du BNC pour l'embargo militaire.

[Écrivez-nous](#) s'il vous plaît pour nous faire part de vos plans d'action, de vos questions et pour nous envoyer des photos !

Deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza occupée montrent un courage et une détermination incroyables pour conquérir leurs droits. La **#GrandeMarcheduRetour** continue malgré le meurtre délibéré par Israël de plus de 30 manifestants non armés et les blessures infligées à plus de 3 000 d'entre eux. Des Palestiniens qui sont des journalistes, des enfants, des femmes, des jeunes et du personnel médical ont fait partie de ces cibles.

Ensemble nous pouvons assurer qu'ils ne soient pas seuls !

Solidarité,

Le Comité National BDS (BNC)

Le Comité National Palestiniens BDS (BN) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Suivez nous sur [Facebook](#) et [Twitter](#)

Dites à vos amis de [s'inscrire sur notre site](#) pour recevoir les mises à jour

Source: BNC

Traduction: SF pour BDS France



Dublin devient la première capitale européenne à soutenir le BDS en faveur des droits des Palestiniens et rejette Hewlett Packard pour complicité avec l'apartheid israélien

« Dublin a répondu de la manière la plus forte à ce jour aux massacres commis dernièrement par Israël contre des manifestants palestiniens sans armes dans la bande de Gaza, occupée et assiégée. C'est le succès le plus impressionnant du mouvement BDS depuis le début de 2018. »

Par [Palestinian Boycott, Divestment and Sanctions National Committee \(BNC\)](#) / [Irlande](#)

11 avril 2018 – Lundi (9 avril) Dublin [est devenue](#) la première capitale européenne à soutenir le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) en faveur des droits des Palestiniens. Mentionnant « le blocus et le siège inhumains infligés à Gaza » par Israël, le Conseil municipal de Dublin s'est engagé à mettre fin à tous ses contrats commerciaux avec Hewlett Packard (HP), ses sociétés de marque et entreprises dérivées, toutes ciblées par BDS, y compris DXC Technology, étant donné leur [complicité](#) dans les graves violations des droits humains des Palestiniens commises par Israël.

Hier (mardi 10 avril), Israël [a essayé vainement](#) d'empêcher le maire de Dublin d'entrer sur le territoire alors qu'il devait

assister à des réunions à Ramallah. Les autorités israéliennes ont confondu son titre et son nom, [suscitant les moqueries](#) d'activistes des médias sociaux, palestiniens ou non. Le maire Mícheál MacDonncha participe à des rencontres avec des Palestiniens dans les territoires palestiniens occupés.

Des dizaines de milliers de Palestiniens se sont rassemblés pour manifester pacifiquement contre le siège et revendiquer les droits des réfugiés palestiniens, qui constituent la majorité à Gaza, à revenir dans le foyer originel dont ils ont été déplacés par la force, ces droits leur étant reconnus par les Nations unies.

Abdulrahman Abunahel, coordinateur à Gaza du BNC, coalition palestinienne qui impulse le mouvement mondial de BDS en faveur des droits des Palestiniens, s'est exprimé en ces termes :

Dublin a répondu de la manière la plus forte à ce jour aux massacres commis dernièrement par Israël contre des manifestants palestiniens sans armes dans la bande de Gaza, occupée et assiégée. C'est le succès le plus impressionnant du mouvement BDS depuis le début de 2018.

Alors que les gouvernements des États-Unis et de l'Europe sont totalement complices des crimes d'occupation et d'apartheid commis par Israël, le peuple irlandais, avec sa longue tradition de lutte contre le colonialisme, a montré que les hommes et les femmes de conscience se tiennent du bon côté de l'histoire, contre l'oppression et pour la liberté, la justice, l'égalité et la dignité humaine.

Au bout de 70 ans de dépossession, 50 ans d'autorité militaire, et un siège destructeur de 10 années qui nous asphyxie dans la plus grande prison à ciel ouvert du monde, nous avons besoin de cette solidarité authentique, surtout sous la forme du BDS. Rien que dans les deux dernières semaines, l'armée israélienne, appliquant une politique du

« tirer-pour-tuer-ou-mutiler », a déjà tué à Gaza 30 civils palestiniens et en a blessé plus de 3 000.

La mesure prise par le Conseil municipal de Dublin en excluant les sociétés HP constitue un pas important vers la fin des liens en matière militaire et de sécurité avec Israël et des entreprises qui rendent possible son système d'oppression. L'exigence la plus importante présentée par les Palestiniens en réaction au dernier massacre commis par Israël consiste à demander un embargo militaire similaire à celui qui avait été mis en œuvre par les Nations unies contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Grâce aux femmes et aux hommes de Dublin, aux partisans irlandais des droits palestiniens en d'autres lieux et au nombre croissant de militants du BDS dans le monde entier, nous, Palestiniens, dans nos heures les plus sombres, avons la certitude de ne pas être seuls, et de pouvoir, toutes et tous ensemble, incurver l'arc de l'histoire dans la direction de la justice. »

Cette victoire du soutien aux droits des Palestiniens s'inscrit dans le sillage de deux autres victoires récentes en Irlande. Au début de ce mois, l'Association nationale irlandaise des enseignants (Irish National Teachers Organisation, INTO), forte de plus de 40 000 membres, a adopté une [résolution](#) qui reflète la position sur la Palestine du [Congrès irlandais des syndicats \(Irish Congress of Trade Unions, ICTU\), fort de 800 000 membres](#) en accordant un plein soutien au mouvement BDS et à ses aspirations. Et, il y a moins d'une semaine, l'Union des étudiants d'Irlande (Union of Students in Ireland, USI), qui représente [374 000 étudiants](#) de l'enseignement supérieur, [a voté](#) de la même manière.

Aujourd'hui même (11 avril), Cork, la troisième ville d'Irlande, [a exhorté](#) le gouvernement irlandais à « condamner » le « massacre récent » de civils palestiniens par l'armée israélienne à Gaza et à « prendre des mesures diplomatiques

contre Israël en expulsant un certain nombre de ses diplomates et en reconnaissant l'État de Palestine. »

Les violations des droits humains des Palestiniens perpétrées par Hewlett Packard sont confirmées par de nombreux éléments. Non seulement HP [fournit](#) à l'armée israélienne des services et de la technologie qui permettent l'occupation militaire et le siège de Gaza par Israël ainsi que des [technologies biométriques](#) qui donnent au gouvernement israélien les moyens de mettre en œuvre son système de ségrégation raciale contre les Palestiniens, mais HP s'est montré complice d'Israël en [équipant](#) le système carcéral israélien, tristement célèbre pour sa pratique de la [torture](#) et d'autres atteintes aux droits humains.

Les campagnes de BDS pour les droits humains des Palestiniens ont déjà infligé à HP des dommages sur le plan financier et sur celui de la réputation. Plusieurs mouvements chrétiens des États-Unis ont déjà [retiré leurs investissements chez HP](#) au niveau national, et 26 églises chrétiennes, dans tout le pays, se sont engagées à être des [églises sans HP](#) qui refusent d'acheter le moindre produit HP. La campagne contre HP a suscité le soutien de groupes de croyants, [d'associations étudiantes](#) et de syndicats du monde entier. Face à une telle pression, HP a procédé à un [remaniement](#) de ses structures qui ne change rien au degré de [complicité](#) des sociétés impliquées et ne les protège pas contre les campagnes de BDS.

En prenant cette décision, Dublin rejoint [des dizaines de collectivités locales](#) en Espagne, en Norvège, en Suède, en France, au Royaume-Uni, en Belgique et en Australie qui ont adopté des résolutions de soutien au BDS ou ont pris l'engagement d'éviter de conclure des transactions avec des sociétés visées par le mouvement BDS en raison de leur complicité avec les violations des droits humains des Palestiniens commises par Israël.

Le Comité national palestinien du BDS (Palestinian BDS

National Committee, BNC) est la coalition la plus vaste de la société civile palestinienne. Elle anime et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

300 personnes à Clermont pour GAZA et pour BDS

Manifestation à Clermont-Ferrand : « GAZA, halte aux massacres et au blocus – Boycott et Sanctions contre l'Etat d'Israël »

Environ 300 personnes se sont rassemblées samedi 7 avril à 14h sur la place de Jaude de Clermont-Ferrand (où déambulaient de nombreux passants sous le soleil), pour dénoncer les crimes de guerre cyniques commis depuis le vendredi 30 mars par l'armée israélienne contre les habitants de Gaza qui manifestaient pacifiquement contre le blocus et pour leur droit au retour sur la terre de Palestine.

Cette manifestation a eu lieu à l'initiative de l'AFPS 63 et BDSF 63, et à l'appel de 33 organisations signataires du [tract ci-joint](#), ainsi que plus récemment de 3 autres organisations : « Ass. Excellence Education Savoir », « Génération.s 63 » et « Mosaïc 63 ». Le syndicat Solidaires Auvergne avait mis à disposition son véhicule et la sono, et le NPA tiré la moitié des 2.000 tracts du Collectif (1.100 ont été distribués au total).

A partir de 13h, une quinzaine de militants (AFPS, BDSF, NPA, UNEF, ...) ont distribué des centaines de tracts dans des zones passantes du centre ville.



L'accueil des manifestants a été un peu chahuté par la sonnerie d'un stand voisin de LREM en campagne pour les européennes de 2019, d'où quelques échanges verbaux et slogans dénonçant la complicité de Macron avec Israël, jusqu'à ce que des militants du Collectif Palestine aillent calmer le jeu, et qu'un cordon de policiers vienne s'interposer. La présence de ce stand LREM nous a toutefois valu une bonne visibilité de la manifestation dans le journal de FR3 Auvergne (voir entre 1 min 30 et 1 min 52) :



Vers 14h30, Marwan de l'AFPS a lu une liste, malheureusement incomplète, des noms et de l'âge des jeunes victimes. Puis les participants, qui reflétaient une grande diversité de citoyens de tous âges, dont de nombreuses femmes, ont fait une minute de silence, la plupart en s'allongeant par terre. Nous avons ensuite défilé pendant plus d'une heure autour de la place de Jaude, puis sur un parcours du centre ville autour de la préfecture, derrière une grande banderole « Justice pour les Palestiniens, Boycott et Sanctions contre Israël », ainsi que de nombreux drapeaux AFPS et une banderole BDSF.



Le défilé a été très dynamique et déterminé, de très nombreux manifestant-e-s reprenant sans cesse 4 slogans principaux :

« GAZA VIVRA, PALESTINE VAINCRA » ; « ISRAËL ASSASSIN, MACRON COMPLICE » ; « BOYCOTT ISRAËL, ÉTAT CRIMINEL » ; « A PARIS COMME A BRUXELLES, DES SANCTIONS CONTRE ISRAËL ». Des visuels A4 et A3 avec ces slogans étaient portés par de nombreuses personnes.

Des slogans de l'UNEF pour la libération de Salah Hamouri et

des prisonniers politiques palestiniens ont aussi été repris par la manifestation.



Comme ni Mr le Préfet, ni son représentant n'avaient prévu de nous recevoir ce samedi, nous sommes ensuite revenus sur la grand place au pied de la statue de Vercingétorix, et différentes organisations ont fait des prises de parole avant la dispersion de la manifestation : AFPS 63, MJCF 63, Albertville Vallée Jourdain Solidarité, UNEF et CGT. Ces prises de parole ont, notamment, appelé le gouvernement français à prendre des sanctions fortes, comme l'embargo militaire, et nos concitoyens à boycotter l'État israélien, aux niveaux politique, économique, culturel, sportif et universitaire.

Nous avons enregistré une adhésion et 3 promesses d'adhésion à l'AFPS 63. Plusieurs manifestant-e-s que nous rencontrions pour la première fois ont indiqué avoir été mobilisé-e-s par [notre page Facebook](#) Palestine 63 solidarité.

**En réponse au dernier
massacre d'Israël à Gaza : un
embargo immédiat sur les**

armes !

Palestine occupée, 02/04/2018– Rappelant le souvenir du massacre de manifestants pacifiques par le régime sud-africain d'apartheid à Sharpeville en 1960, l'armée israélienne a commis [un nouveau massacre](#) contre des civils palestiniens qui commémoraient pacifiquement la Journée de la Terre en Palestine, appelant à mettre un terme au brutal blocus de Gaza par Israël et affirmant le droit au retour des réfugiés palestiniens, droit reconnu par les Nations Unies.

L'impunité d'Israël pour le meurtre de Palestiniens, encouragée par [un niveau de soutien sans précédent](#) de la xénophobe administration Trump aux États-Unis et par la [complicité continue de l'Union européenne](#), doit prendre fin.

Appuyant les appels à une enquête internationale indépendante, le Comité national palestinien pour BDS (BNC), la plus grande coalition de la société civile palestinienne, dirigeant le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions ([BDS](#)) en faveur des droits palestiniens, appelle à des mesures effectives pour qu'Israël rende des comptes, en particulier à un [embargo militaire](#) dans les deux sens, comme celui imposé contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Alors que des dizaines de milliers de Palestiniens marquaient pacifiquement la Journée de la Terre le 30 mars dans la bande de Gaza occupée et assiégée, les forces militaires israéliennes, ou comme le journaliste israélien Gideon Levy [les a appelées](#), « les forces de massacre israéliennes », ont ouvert le feu avec des balles réelles, des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, suivant délibérément le plan d'utiliser « [beaucoup de force](#) ». En conséquence, au moins [17 civils](#) ont été assassinés et plus de 1400 blessés, la plupart par des balles réelles. Près de la moitié des blessés sont des jeunes.

[La Journée de la Terre](#) est commémorée par les Palestiniens chaque année depuis le 30 mars 1976, lorsque les forces militaires israéliennes ont tué six jeunes palestiniens au cours de manifestations pacifiques de masse en Galilée contre la politique israélienne à grande échelle de confisquer leurs terres ancestrales pour créer des colonies exclusivement juives.

Le meurtre et les blessures en masse de civils palestiniens dans la Bande de Gaza occupée, dans une zone qu'Israël définit arbitrairement comme sa « zone tampon », étaient prémédités. Israël avait annoncé le déploiement de 100 snipers pour cibler les manifestants non-violents, ignorant les avertissements d'[Amnesty International](#). Un porte-parole de l'armée israélienne a accidentellement fourni la preuve que le massacre était prémédité en [affirmant](#) fièrement que « [rien n'a été fait sans contrôle ; tout était précis et mesuré. Nous savons où chaque balle a atterri.](#) »

Les manifestations pacifiques de la Journée de la Terre marquent le début de six semaines de mobilisation populaire, qui culmineront le 15 mai, le jour de la Nakba, le 70ème anniversaire [du nettoyage ethnique systématique par Israël de la majorité des peuples autochtones de Palestine](#). Des manifestations et des marches sont organisées par les Palestiniens dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie occupées, ainsi que par les citoyens palestiniens d'Israël et les communautés de réfugiés palestiniens du monde entier, tous soutenant le droit fondamental des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs maisons et sur leurs terres et la fin de la politique israélienne de nettoyage ethnique.

Les réfugiés palestiniens, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, constituent plus de deux tiers du peuple palestinien.

Les manifestations populaires palestiniennes ne s'opposent pas seulement aux politiques israéliennes, vieilles de plusieurs

décennies, de nettoyage ethnique, de siège et de déni des droits humains. Elles ciblent aussi l'administration américaine, qui se propose de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem, défiant le consensus international qui rejette la souveraineté israélienne sur la ville et considère que sa partie orientale est illégalement occupée et annexée.

Vendredi dernier, Israël s'est encore une fois servi des civils palestiniens comme de cobayes pour son laboratoire d'armements, testant ses nouveaux drones lâcheurs de gaz lacrymogènes sur les civils de Gaza. L'exportation de technologie militaire israélienne, « testée sur le terrain » contre les Palestiniens, contribue substantiellement à financer l'oppression des Palestiniens par Israël et l'agression militaire contre d'autres nations.

Le Comité national de BDS salue la résolution récente du Conseil pour les droits humains des Nations Unies appelant les états à garantir le respect du droit international, en particulier en [empêchant le commerce des armes avec Israël](#).

Nous réitérons notre appel aux gens de conscience du monde entier à :

- Faire intégrer à toutes les entités privées et publiques de votre pays la demande de mettre un terme à toute coopération et à tout commerce avec l'armée et le « secteur de la sécurité » israéliens.
- Rejoindre les campagnes d'embargo militaire visant les compagnies militaires israéliennes et les autres compagnies impliquées dans les secteurs israéliens de l'armée et de la sécurité. Les exemples incluent la [campagne contre Elbit Systems](#), qui teste ses armes sur les Palestiniens ; la [campagne contre l'entreprise de sécurité G4S](#), qui entraîne la police israélienne à faire exécuter l'apartheid israélien ; et la campagne pour faire [pression sur le groupe Hewlett Packard \(HP\)](#) pour mettre un terme à la fourniture de technologie vitale au

systeme des checkpoints israelien et à l'armée israelienne imposant le siege de Gaza.

- Rejoindre ou organiser des campagnes contre la coopération entre la police israelienne et les forces de police à l'étranger, grâce à laquelle les doctrines et les techniques de répression brutale des manifestations pacifiques, testées par Israël, sont exportées dans le monde entier. Un exemple est la campagne « [Deadly Exchange](#)» (Echange mortel), conduite par l'association Jewish Voice for Peace.
- Rejoindre ou organiser des campagnes pour [mettre un terme à toute transaction avec des banques israeliennes](#) et pour faire pression sur les banques et les fonds d'investissement internationaux, comme [HSBC](#) et [Axa](#), afin qu'ils mettent fin à leur complicité dans les violations des droits humains par Israël.

Source: [BNC](#)

Traduction: C.G pour BDS France

Issoire (63), 10 mars : liberté pour les prisonniers palestiniens, renforçons le boycott

Participation de Clermont-Ferrand/Issoire le 10 mars 2018 aux [actions mondiales](#) pour la libération des prisonnierEs politiques palestiniens.

L'emprisonnement de longue durée est une composante structurelle de l'ordre colonial et du système d'apartheid israélien, afin d'obtenir la soumission d'un peuple qui réclame justice.

Depuis 1967, plus de 850 000 Palestiniens ont été emprisonnés (40 % des hommes).

La détention administrative : un déni de droit total (par exemple, SALAH HAMOURI, avocat franco-palestinien ; KHALIDA JARRAR, parlementaire). La détention des enfants mineurs : un scandale inacceptable (AHED TAMIMI, 17 ans). La généralisation de la prison à vie : une chasse aux leaders (MARWAN BARGHOUTI, un représentant légitime et reconnu du peuple palestinien).

Pour exprimer notre solidarité, renforçons le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) contre les entreprises et les intérêts de l'État colonial israélien. Sur l'aspect sécuritaire et carcéral, boycotter notamment les dérivées de Hewlett Packard, comme DXC, ainsi que les entreprises d'armement et leurs complices (dont la banque française AXA, partenaire de la société israélienne Elbit) (voir détails dans le [tract ci-joint](#)).

Environ 1.200 exemplaires de ce tract ont été distribués aux nombreux visiteurs du marché d'Issoire (63) par 17 militant-e-s AFPS 63 et BDSF 63, RESF, LDH, CGT, FSU, ... de la Coalition BDS 63 (40 organisations). ChacunE d'entre nous portait deux placards en carton avec les photos de Ahed Tamimi, Salah Hamouri, Khalida Jarrar, Marwan Barghouti et/ou Munther Amira (voir photos).



De nombreux passants ont pris le tract, d'autres refusaient les tracts par principe. Le niveau d'information sur la question palestinienne nous est paru parfois faible, notamment

auprès des populations rurales très présentes sur le grand marché de cette sous-préfecture, où nous intervenions pour la première fois. L'action a été bien visible, du fait du nombre de militant-e-s, des placards avec les photos des prisonnier-e-s, de notre banderole BDS, et des appels au boycott. Nous avons recueilli environ 70 signatures de la pétition pour la suspension de l'accord UE-Israël.

La matinée s'est terminée par un casse-croute partagé dans le café associatif La Gabare où de jeunes militant-e-s et sympathisant-e-s d'Issoire ont pu échanger avec celles/ceux de Clermont, notamment en vue de développer de futures actions BDS locales.